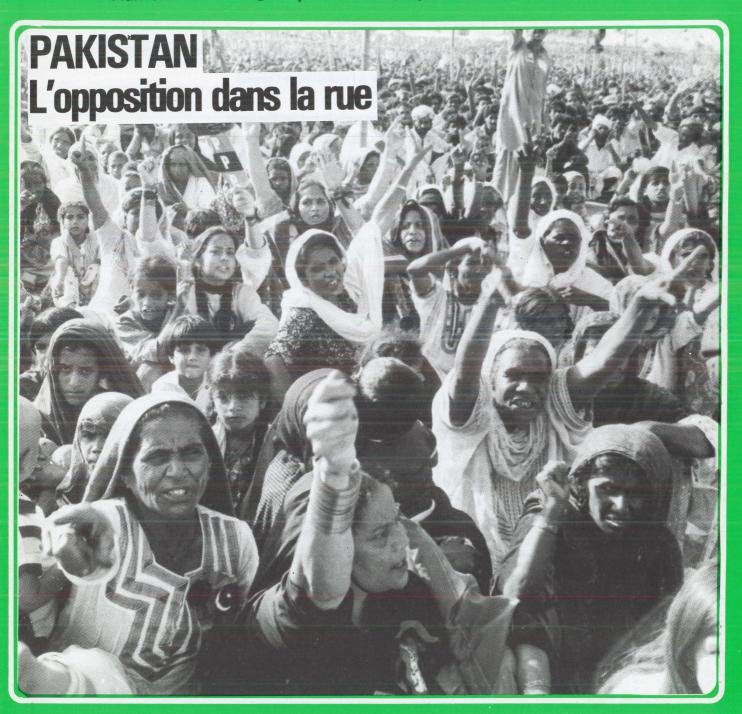
HPRECOR

Numéro 225 du 8 septembre 1986 - 12FF - 85FB - 4FS



FEMMES

L'avortement et l'emploi, deux thèmes de luttes



Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale

Sommaire du numéro 225 du 8 septembre 1986

3	PAKISTAN	Après le coup de force contre l'opposition au général Propos recueillis Zia ; interview de Tariq Ali Propos recueillis par David CAMER				
5	_	Le Pakistan n'est pas les Philippines	Claudia WRIGHT			
8	ETATS-UNIS	Le droit à l'avortement, un terrain de contestation	Dianne FEELEY			
12	GRANDE-BRETAGNE	Le mouvement ouvrier face à l'évolution de l'emploi des femmes	Valerie COULTAS			
15	AUTRICHE	La droite a le vent en poupe après la victoire électorale de Kurt Waldheim	Robert MISIK			
18	AFRIQUE DU SUD	Le mouvement syndical indépendant face à la répression ; interview de Jay Naidoo, dirigeant du COSATU	Propos recueillis par le « SOUTH AFRICAN LABOUR BULLETIN »			
20		CHILI: La poussée des masses accentue la crise du ré	OUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE s masses accentue la crise du régime militaire. BRÉSIL : 3e MARXISME : Parution du premier numéro des Cahiers d'étu-			
24	MEXIQUE	Dix ans d'histoire du PRT	Simon CASTILLEJOS BEDWELL			

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale,

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PARAN

Chèques bancaires et chèques postaux ltbellés à l'ordre de « PEC », à adresser à Inprecor, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion: Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord: 280 FF. Afrique et Amériques: 330 FF. Asie: 360 FF.

Pli fermé: France: 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à Inprecor.

POUR TOUT ABONNEMENT,	REMPLIR	CETTE	FORMULE	EN	LETTRES	MAJUSCU	LES

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES
Nom - Prénom - - - - - - - - - - - - - - - - - - -
Numéro et Rue _ _ _ _ _ _ _ _
Commune '-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1
Code Postal '_'' Pays ''' ''
Réabonnement Abonnement

Après le coup de force contre l'opposition au général Zia

U pouvoir depuis le coup d'Etat militaire de juillet 1977, le dictateur pakistanais Zia Ul Haq éprouve de plus en plus de difficultés face à l'opposition de masse à son régime. Déjà en 1983, le régime militaire a été confronté à des manifestations de l'opposition populaire. A ce moment-là, le régime a réussi à limiter le mouvement à la seule province du Sind, le réprimant au prix de plusieurs centaines de morts. Mais face à l'absence d'une base populaire, le général Zia a dû prendre des mesures destinées à se donner une façade démocratique. En février 1985, ont eu lieu des élections pour l'Assemblée nationale. Les partis politiques en furent exclus et la plupart d'entre eux ont appelé au boycott. Néanmoins, à la suite de ces élections, Zia a nommé en avril 1985 un premier ministre civil, Mohammed Khan Junejo. Et le 30 décembre 1985, la loi martiale fut levée.

Pourtant l'opposition au régime ne désarma pas, bien au contraire. En mars 1986, a eu lieu la première grève générale politique depuis 1977 dans la zone de Liyazi à Karachi. Et le 10 avril, Benazir Bhutto, fille de l'ancien premier ministre Zulfikar Al Bhutto, exécuté par Zia en 1979, et, comme son père, dirigeante du Parti populaire du Pakistan (PPP), force principale de l'opposition au régime, rentra de l'exil. La réponse populaire au retour de Benazir fut spectaculaire. A Lahore, capitale de la province du Pendjab, elle fut accueillie par presque un million de personnes. A Rawalpindi, centre mili-

taire du pays, la foule avait les mêmes dimensions. A Peshawar, capitale de la province de la Frontière nord-occidentale, plus de 250 000 personnes sont descendues dans la rue, faisant ainsi la manifestation la plus importante jamais vue dans la ville. Mais c'était à Karachi, le centre industriel du pays où est concentrée une partie importante de la classe ouvrière, qu'elle a reçu l'accueil le plus important de sa tournée. Presque 2 millions de personnes ont rempli les rues et les parcs de la ville (qui compte environ 5 millions d'habitants).

Finalement, le régime de Zia a pris peur. Après avoir interdit des rassemblements prévus par les partisans de Bhutto pour le 14 août, le régime a arrêté des centaines de dirigeants et militants de l'opposition, le 13, et Bhutto elle-même, le 14. Ces interdictions et arrestations ont été suivies par des manifestations dans plusieurs villes, leur répression par le régime a fait des dizaines de morts. Pour faire le point sur ces derniers événements et leurs implications, nous avons interviewé Tariq Ali, journaliste et écrivain résidant à Londres et auteur de nombreux articles et de plusieurs livres sur le sub-continent indien (1). Cette interview, que nous publions ci-dessous, est suivie d'un article repris de l'hebdomadaire Viewpoint, publié à Lahore, qui s'efforce de traiter la situation pakistanaise dans son cadre géopolitique et notamment de la politique des Etats-Unis à l'égard du Pakistan.

« INPRECOR »: — Quelle est la signification des manifestations massives qui ont suivi le retour de Benazir Bhutto?

TARIQ ALI: - D'abord, les masses en avaient marre de la dictature de Zia et le retour de Benazir représentait la première occasion depuis la levée de la loi martiale en décembre 1985 pour montrer toute leur haine et tout leur dégoût du régime militaire. Deuxièmement, et cela se voyait clairement dans les mots d'ordre mis en avant au cours de ces mobilisations, c'était également l'occasion d'exprimer massivement leur désapprobation de l'exécution en 1979 du seul chef de gouvernement élu de l'histoire du Pakistan, Zulfikar Ali Bhutto, père de Benazir. C'était leur façon de dire que le temps était venu pour le général Zia de partir. Benazir elle-même considérait ces manifestations et rassemblements de masse, qui ont eu lieu non seulement dans les grandes villes mais aussi dans les petites villes et les villages du pays, comme un référendum contre le régime. Elle faisait également appel aux puissances qui soutiennent le général Zia, en premier lieu les Etats-Unis, pour qu'ils le poussent à se retirer du pouvoir et à quitter le pays afin de permettre une transition pacifique vers la démocra-

- Et pourquoi le régime, après avoir

autorisé les manifestations pour accueillir Benazir, a-t-il décidé d'interdire les rassemblements prévus pour le 14 août et d'arrêter les dirigeants de l'opposition?

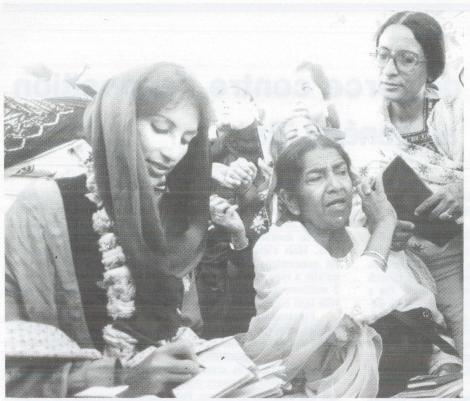
- Depuis le début, tout le monde se posait la question de ce qui allait se passer après la fin de la première vague de mobilisations de masse. Le mouvement de masse serait-il capable de passer à la vitesse supérieure afin d'évincer Zia du pouvoir ? En réalité, la deuxième phase de la lutte a commencé de manière inattendue et sans que les partis d'opposition y soient préparés. Ces derniers, y compris le PPP de Benazir, travaillent tous sous l'égide du Mouvement pour la restauration de la démocratie (MRD). Après le succès de la première vague de mobilisations, les partis du MRD avaient décidé de lancer une nouvelle campagne de masse à partir du mois de septembre 1986. Cette campagne, dont le but était de contraindre Zia à abandonner le pouvoir, devait inclure des actes de désobéissance civile. La date du 14 août, journée de l'Indépendance, fut choisie par l'opposition pour organiser une série de rassemblements pour préparer la campagne de septembre. Le gouvernement avait pensé dans un premier temps relever le défi en organisant sa propre manifestation le même jour. Mais deux jours avant le 14 août, le régime, pris de panique, a annulé cette manifestation. Il a ensuite interdit toute manifestation politique, lançant ainsi un

défi à Benazir Bhutto et à toute l'opposition. Les dirigeants des partis d'opposition se sont réunis et ont annoncé qu'ils n'étaient pas disposés à accepter l'interdiction et que les rassemblements auraient lieu comme prévu.

La réaction du gouvernement du premier ministre Junejo fut, le 13 août, d'essayer de paralyser l'opposition en arrêtant tous ses principaux dirigeants et de nombreux militants. Les forces de l'ordre faisaient des descentes dans les banlieues ouvrières pour arrêter les meneurs potentiels d'une protestation populaire. Ce jour-là, le régime n'a pas arrêté Benazir, mais lui a interdit l'entrée à la province du Pendjab, où elle devait prendre la parole dans un rassemblement le 14. Benazir décidait de défier le régime et s'adressa à 20 000 personnes au cours d'un rassemblement interdit à Karachi. Les forces de l'ordre attaquèrent, lancant des grenades lacrymogènes et, même, tirant sur la foule. Quand Benazir est rentrée chez elle, elle fut arrêtée à son tour. Le mouvement est maintenant décapité. A Lahore, quand les gens ont appris l'arrestation de Benazir, il y eu des batailles

Nous avons publié dans *Inprecor* numéro 221 du 9 juin 1986 un premier article de Tariq Ali sur la situation actuelle au Pakistan.

^{1.} Voir notamment « Pakistan : dictature militaire ou pouvoir populaire ? » (Editions Maspéro, Paris, 1971) et « Can Pakistan survive ? » (Penguin Books, Londres, 1983).



Dans un meeting de Benazir Bhutto, en mai 1986. (DR)

spontanées et huit personnes tombèrent sous les balles des policiers.

A Karachi, deux personnes furent tuées par balles et les émeutes se sont étendues à travers toute la province du Sind. Dans cette province habitée par une minorité nationale qui s'est souvent élevée contre la domination de l'élite pendjabi, le mouvement a revêtu une forme très combative. Dans la ville de Thatta, un commissariat fut attaqué et la foule a pris d'assaut la prison, maîtrisant les gardiens et libérant les prisonniers politiques. Des combats importants ont eu lieu dans d'autres petites villes du Sind et quatre policiers furent tués par balles. L'armée a fini par être déployée pour entourer ces villes. En ce moment, il y a un black-out sur ce qui se passe à l'intérieur du Sind mais, d'après des militants sindhis, le nombre de morts serait compris entre 50 et 60. Le service ferroviaire entre Karachi et Lahore a été disloqué, car des militants sindhis ont fait sauter la ligne de chemin de fer en plusieurs endroits. Ils ont également incendié quelques gares et bureaux de postes.

— Après ces premières manifestations de protestation contre l'arrestation des dirigeants de l'opposition, lesquelles ont été, comme tu viens de le dire, les plus fortes dans la province du Sind, la situation a l'air de se stabiliser et les manifestations sont assez modestes. La question clef semble être la suivante : est-ce que les millions de gens qui sont descendus dans la rue pour accueillir Benazir vont rejoindre l'avant-garde combative ou est-ce qu'ils vont garder pendant un certain temps l'attitude plus passive qui semble être la leur en ce moment ?

- Il semble bien que cette dernière attitude soit celle des masses, qui restent

dans l'expectative. En effet, ces millions de gens sont en train de dire à Benazir, nous sommes prêts à manifester pour vous, nous sommes prêts à voter pour vous, mais nous ne sommes pas prêts à mourir dans la rue, pas encore. Une des raisons qui expliquent que les masses ne soient pas descendues dans la rue est que le PPP n'a toujours pas mis en avant de fortes revendications de classe comme il l'avait fait en 1970-1971. Le programme que le PPP a présenté ces derniers mois était assez modéré. Il n'a pas créé de structures militantes dans les usines ou dans les campagnes, ce qui se révèle aujourd'hui une faiblesse majeure de sa

Un autre élément qui renforce les hésitations à s'affronter avec le pouvoir, est que manifestement les Etats-Unis ne sont pas du tout convaincus qu'ils peuvent s'entendre avec Benazir Bhutto. Malgré quelques déclarations exigeant un retour à la démocratie, l'administration Reagan à Washington reste pleinement engagée dans le soutien au régime pakistanais. Une des raisons en est que le gouvernement du général Zia Ul Haq a autorisé l'utilisation de bases aériennes pakistanaises par des avions américains de surveillance P-3. La base des forces aériennes pakistanaises près de Karachi est celle qui a été utilisée le plus souvent. Cette utilisation des bases aériennes pakistanaises s'inscrit dans le cadre d'un projet beaucoup plus ambitieux des stratèges militaires américains qui voient le Pakistan remplacer l'Iran dans le jeu de l'impérialisme américain dans la région. En conséquence, le Pakistan occupe aujourd'hui le deuxième rang, juste après Israël, parmi les bénéficiaires de l'aide militaire américaine. Le Pentagone a réservé plus de 14 milliards de dollars dans son budget pour couvrir jusqu'en 1988 les frais

d'utilisation de telles facilités navales et aériennes. L'an dernier, décrivant les grandes lignes de la politique américaine de défense pour la région, Caspar Weinberger, le secrétaire à la Défense, déclara que les projets qui devaient être réalisés en Asie du Sud-Ouest comprenaient : « premièrement, obtenir l'autorisation d'utiliser et développer des sites de lancement au sol adaptés aux besoins énormes en fournitures de matériel militaire qui sera nécessaire aux forces armées américaines une fois déployées. Deuxièmement, obtenir à la fois des droits de survol et d'accès par toutes les voies de la part des pays de la région qui n'en ont pas accordé l'autorisation. Troisièmement, obtenir sur le théatre des opérations le droit d'accès à des bases aériennes sélectionnées et à des ports navals et les améliorer. Quatrièmement, obtenir des accords supplémentaires de soutien avec des pays hôtes ou qui se trouvent sur les voie d'accès à cette région dans le Sud-Ouest asiatique ». L'accès pour des avions P-3 aux bases aériennes pakistanaises doit donc être vue dans ce cadre-là.

Un rapport publié par le Carnegie Endowment for International Peace, établi à Washington, et dont le titre est « L'Inde, les Etats-Unis et l'Océan indien », cite un participant américain : « Le général Kingston et le haut commandement espère mettre le Pakistan dans un réseau d'arrangements mutuels (...) Cela a évidemment des implications pour le sub-continent puisque le Pakistan est couvert par des avions de combat antisous-marins qui utilisent de temps en temps des aéroports pakistanais et il y aura de plus en plus de pressions pour des facilités de ce type ».

Il est donc extrêmement clair que les Etats-Unis considèrent le Pakistan comme étant d'une importance critique du point de vue militaire, surtout dans le contexte de la situation actuelle de l'Iran.

Francis Fukuyama, membre éminent du bureau d'élaboration politique du département d'Etat, avait déjà établi en 1981 ce qu'il avait constaté une fois dans une étude pour la Rand Corporation sur le Pakistan. Cette étude faite en septembre 1980 est devenue maintenant la base de référence de la politique américaine au Pakistan: « Les Etats-Unis sont actuellement en train de mettre en place une force d'intervention rapide (RDF) pour protéger l'accès occidental au pétrole (...) Le Pakistan pourrait servir comme entrepôt pour les interventions de la RDF (...) dans le Golfe à partir de l'Est, c'est-à-dire à partir des îles Diego Garcia ou des Philippines (...) Les projets actuels de la RDF nécessite l'installation de blindés dans des barges de débarquement, lesquelles prendraient plusieurs jours pour arriver à l'entrée du Golfe. Si ces bateaux étaient basés à Karachi, la distance et le temps de déploiement seraient considérablement réduits. En plus, il y a la possibilité que l'armée pakistanaise puisse servir comme force de remplacement pour se battre dans le Golfe ».

Ces remarques de Mr Fukuyama montrent explicitement que le Pentagone et le département d'Etat ne vont pas accepter que le général Zia se démette ou que l'armée ne joue plus le rôle central qui est le sien dans la vie politique pakistanaise, sauf s'il y a une crise insurrectionnelle ou prérévolutionnaire, au quel cas une transition démocratique deviendrait incontournable. La politique actuelle adoptée consiste essentiellement à encourager les militaires à maintenir en place un gouvernement civil fantoche comme en Turquie, espérant ainsi répondre aux aspirations des masses en leur faisant croire qu'ils ont déjà la démocratie.

Mais le peuple pakistanais n'est pas dupe et la lutte va certainement continuer même si elle connaît des hauts et des bas. Une fois que les dirigeants et militants politiques commenceront à être remis en liberté, le mouvement va redémarrer et s'étendre, d'autant que même en ce moment il n'est pas complètement épuisé.

En tout état de cause, il n'y a aucun doute qu'au sein de l'armée, il y aura un mécontentement croissant dans la situation actuelle. On peut dire que l'éventail des choix devant lesquels se trouve l'Etat pakistanais est des plus limités. Soit il adopte une forme quelconque de gouvernement représentatif, soit il y a un retour à la loi martiale. Ce qui est inconcevable, c'est que la situation actuelle d'affrontements entre Zia et Benazir dure éternellement, car cela ne satisfait ni l'armée ni l'écrasante majorité du peuple pakistanais.

— Dans quelle mesure la gauche pakistanaise, qu'on sait très affaiblie, joue-t-elle un rôle dans la situation actuelle ?

L'essentiel de la gauche agit aujourd'hui à l'intérieur d'autres partis politiques de type nationaliste. Il existe de petits groupes de communistes et d'autres tendances de gauche dans certaines des grandes villes, mais ils ne représentent en aucune manière une force majeure. Si on peut parler d'une avant-garde de masse dans la lutte aujourd'hui, celle-ci est constituée par le peuple du Sindh. Et il y a là un vrai danger dans l'état actuel de la lutte, à savoir que cette avant-garde soit isolée encore une fois et battue comme en 1983. En ce cas, il v aurait une modification des données de la situation et la question nationale, cette bombe à retardement qui menace l'intégrité de l'Etat pakistanais actuel après l'avoir scindé en deux une fois déjà avec la création du Bangladesh en 1971, se posera à nouveau avec une force qui risque de devenir incontrôlable. Il y aurait en effet une pression croissante en faveur de l'indépendance du Sindh qui ne manquerait pas d'avoir des répercussions dans d'autres régions, notamment au Baloutchistan.

Propos recueillis par David CAMERON, 21 août 1986.

Le Pakistan n'est pas les Philippines

ES manifestations contre le régime de Zia Ul Haq peuvent être vues dans le cadre d'un processus de « transition démocratique » des dictatures militaires vers des régimes bourgeois-démocratiques dans une série de pays dépendants de l'impérialisme américain. Ce processus a été plus ou moins suscité ou accepté, suivant le cas, par l'administration de Ronald Reagan. Après avoir approuvé le remplacement des dictatures argentines, brésiliennes et uruguayennes par des régimes civils, Wahshington a lâché les régimes de Duvalier à Haïti et de Marcos aux Philippines, au moment où ces derniers étaient confrontés à des mobilisations de masse qui prenaient un caractère insurectionnel. Parmi ceux qui veulent voir le Pakistan suivre le même chemin, il faut compter Benazir Bhutto elle-même, qui a déclaré devant un rassemblement à Lahore après son retour d'exil : « Marcos est parti, le président de Haïti est parti et maintenant un autre dictateur doit partir ». Mais des manifestations de rue contre Zia à l'abandon de ce dernier par l'impérialisme américain qui accepterait en plus Benazir comme solution de rechange, il y a plus d'un pas. Dans l'article que nous publions ci-dessous, Claudia Wright présente la politique américaine envers le Pakistan et l'attitude de Washington par rapport à Benazir Bhutto.

Claudia WRIGHT

Les reportages dans la presse américaine sur la politique US envers le Pakistan ont donné l'impression qu'il y avait beaucoup plus de doutes qu'il n'en existe en réalité dans la tête des responsables américains, à Islamabad aussi bien qu'à Washington, sur les questions qui ont été soulevées au sujet du programme nucléaire du Pakistan, des négociations sur la guerre en Afghanistan et sur le contrôle du trafic des narcotiques. L'administration Reagan et le Congrès américain se sont discrètement mis d'accord sur les réponses qu'il faut apporter à ces questions. Ces réponses constituent un clin d'œil intentionnel en direction d'Islamabad, destiné à minimiser les frictions afin d'éviter le mécontentement des forces armées pakistanaises et du gouvernement.

A tous les égards, le consensus officiel à Washington n'a jamais semblé plus solide ni plus généreux. Les votes des 24 et 30 juillet par les comités d'allocation de fonds du Congrès, fixant le montant de l'aide militaire américaine au Pakistan pour l'année qui vient à 340 millions de dollars et celui de l'aide économique à 250 millions de dollars, élèvent le Pakistan à la première classe parmi les bénéficiaires de l'aide américaine : classe constituée par ceux qui sont à l'abri des coupes budgétaires qui peuvent être décidées par le Congrès. Le Pakistan y rejoint l'Egypte et Israël, dépassant la Turquie, les Philippines et les alliés centro-américains des Etats-Unis dans la guerre contre le Nicaragua, lesquels se trouvent confrontés à des réductions allant parfois jusqu'à 50 %. Les votes sur les allocations de fonds constituent la politique réelle et palpable ; les critiques qui ont été publiées dans la presse américaine ne représentent qu'un rideau de fumée, une soupape de sûreté pour les responsables et les parlementaires qui ont trouvé des choses beaucoup plus dures à dire dans le passé au sujet de la

« bombe islamique » (terme utilisé à Washington pour désigner la possession de l'arme nucléaire par un pays musulman, ndlr.).

BHUTTO ET AQUINO

Il reste pourtant une question qui n'a pas été réglée à Washington : existet-il une raison quelconque pour croire que l'administration Reagan ou celle de son successeur regarderait l'opposition démocratique au Pakistan de la même manière qu'elle avait regardé l'opposition philippine qui a renversé la dictature de Marcos il y a quelques mois ? Plus spécifiquement, est-il probable que la co-présidente du Parti populaire pakistanais, Benazir Bhutto, reçoive le même type de soutien officiel que celui dont avait bénéficié Corazon Aquino avant de devenir président des Philippines.

Il existe plusieurs points communs entre Bhutto et Aquino et dans une esquisse des opinions de Bhutto publiée par le New York Times le mois dernier - au début de la visite du premier ministre Junejo aux Etats-Unis -, le journal rapportait que « beaucoup de gens du monde politique disent que Mlle Bhutto espère que Washington puisse la considérer comme une alternative crédible au président Zia et encourager ce dernier à lui céder le pouvoir, de la même manière que le président Ferdinand E. Marcos fut poussé à se retirer en faveur de Corazon C. Aquino ». Dans les médias américains, dont la capacité de concentration sur la vie politique pakistanaise et philippine ne s'étend pas au delà des images dramatiques des manifestations de rue, Bhutto aussi bien qu'Aquino ont été présentées au public des Etats-Unis comme des femmes courageuses en lutte contre des dictatures impopulaires.

Il existe d'autres parallèles évidents et dramatiques. Les deux femmes ont subi des épreuves personnelles terribles entre



Manifestation devant l'ambassade du Pakistan à Londres, pour la libération de Zulfikar Ali Bhutto. en mars 1978. (DR)

les mains des dictatures, au travers de l'emprisonnement et du meurtre légal de Zulfikar Ali Bhutto et de l'assassinat de Benigno Aquino. Toutes les deux ont été elles-mêmes menacées de la violence, de l'emprisonnement et de la mort. Elles viennent toutes les deux de l'élite de propriétaires terriens de leurs sociétés et bénéficient d'appuis politiques substantiels de type traditionnel dans leurs régions d'origine. Toutes les deux, elles ont aussi montré qu'elles sont capables de susciter des manifestations massives de soutien populaire d'un type qui est tout sauf traditionnel.

Ce qui est moins évident dans les reportages publiés par la presse mais non moins important dans les calculs officiels, c'est la similarité entre les demandes des deux femmes envers le gouvernement américain. Quand Benigno Aquino est rentré à Manille lors de son retour tragique d'exil en 1983, il pensait avoir le soutien du département d'Etat et de la CIA pour se présenter contre Marcos pour la présidence sans remettre en question le bail des bases militaires US à Clark Airfield et Subic Bay. Des documents classés secrets de l'ambassade américaine à Manille confirment qu'au moment où Cory Aquino envisageait sa campagne électorale contre Marcos, des responsables américains lui ont dit que leur soutien pour une élection honnête était conditionnée à son accord pour accepter Salvador Laurel (actuellement vice-président du pays) comme candidat à la viceprésidence et à son engagement à garder la question des bases hors des polémiques et contestations. Au moment de l'épreuve de force ultime avec Marcos en février dernier, ce fut l'alliance d'Aquino avec Laurel, avec le ministre de la Défense Juan Enrile et avec le chef adjoint de l'état-major, le général Fidel Ramos, qui a rassuré Washington et surmonté la répugnance de la Maison-Blanche à virer Marcos.

Les responsables US croient que Benazir Bhutto essaie de suivre le même scénario en faisant monter le général Tikka Khan (1) au sein du PPP, en faisant des ouvertures à d'autres militaires et en assurant à différents visiteurs en provenance du département d'Etat et du Congrès qu'elle ne serait pas hostile aux Etats-Unis, qu'elle « garderait la porte ouverte » à l'aide américaine et qu'elle ne s'opposerait, pas à la position américaine et pakistanaise dans les négociations avec l'Afghanistan et l'Union soviétique.

L'INTERVENTION DE STEPHEN SOLARZ

Ces questions furent discutées quand Bhutto a rencontré, le 26 mai, le représentant Stephen Solarz, président de la commission du Congrès sur les affaires asiatiques et du Pacifique. La signification de cette rencontre est triple. Solarz était un des critiques les plus virulents du régime de Marcos et fort partisan d'élections libres pour remplacer Marcos. Si on veut convaincre le Congrès de considérer Benazir Bhutto comme une autre Cory Aquino, l'aide de Solarz est inappréciable.

En outre, Solarz, de confession juive, est le principal partisan d'Israël dans la Chambre des représentants. Dans ce rôle, il a été un critique conséquent dans le passé du programme nucléaire du Pakistan ; aujourd'hui pourtant, après des reportages dans la presse américaine au sujet des réussites pakistanaises dans l'enrichissement de l'uranium qui permettraient de fabriquer des armes nucléaires, ainsi que sur la réussite de l'essai d'un engin nucléaire à noyau de plomb, Solarz a discrètement abandonné les discours sur les menaces de sanctions américaines. Bien que publiquement et à l'intention des médias, Solarz reste engagé à faire dépendre l'aide au Pakistan du contrôle du programme nucléaire, dans la pratique il croit qu'aujourd'hui il est plus important de préserver la position américaine au Pakistan que de s'engager dans une confrontation sur la question nucléaire. A cet égard, Solarz a évolué vers la droite afin d'épouser la politique de l'administration Reagan.

Enfin, Solarz se propose comme candidat pour être secrétaire d'Etat dans le cas où un démocrate remporterait les élections présidentielles de 1988. A cette fin, le représentant de Brooklyn a changé de terrain, appuyant les « combattants de la liberté » soutenus par les Etats-Unis en Afghanistan et au Cambodge. Il cherche à faire la une des journaux sous l'image du démocrate qui défend la démocratie dans le tiers monde. C'est sous cet angle-là qu'il s'est présenté au cours de son interview à la BBC le 14 juin, suite à son entretien avec Benazir Bhutto, laquelle a reçu beaucoup de publicité. En appelant à des élections législatives anticipées sur une « base partidaire » au Pakistan, il a consciemment donné l'impression d'appuyer l'appel de Bhutto et de jeter le poids du Congrès américain contre le premier ministre Junejo (2).

Au cours des semaines qui ont suivi la controverse déclenchée au Pakistan par sa déclaration, Solarz a essayé de garder son image de défenseur de la démocratie tout en vidant son appel de toute signification politique pratique. Il explique maintenant qu'il ne voulait pas parler de la tenue d'élections au Pakistan

^{1.} Le général Tikka Khan dirigea le coup de force de l'Etat pakistanais contre la population nationaliste du Bengale oriental en mars 1971, avant la création du Bangladesh. A cette occasion, les massacres perpétrés par les troupes de Tikka ont fait plusieurs dizaines de milliers de morts.

^{2.} Une des revendications de Benazir Bhutto et du PPP est celle de l'organisation de nouvelles élections législatives avec la participation des partis, élections dont la date doit être annoncée avant le 20 septembre 1986. Le régime de Zia ne prévoit pas d'élections avant 1990.

cette année — peut-être en 1987 ou 1988, « plus tôt que le gouvernement n'en a l'intention mais plus tard que ne l'espère Mlle Bhutto » — a-t-il écrit dans le New York Times du 13 juillet. Après que le premier ministre Junejo ait refusé sa demande d'un entretien à Washington, Solarz prétendit qu'il était trop occupé et le programme du premier ministre trop chargé pour qu'un entretien privé fût possible. Il défend Bhutto mais refuse de parler d'Asgar Khan (autre dirigeant en vue de l'opposition au Pakistan, ndlr.), qui d'après les auxiliaires de Solarz a refusé leur demande d'un entretien au Pakistan au mois de mai.

Dans son article du New York Times, Solarz prétendit que : « Maintenant que la démocratie a été restaurée aux Philippines, les Etats-Unis ont besoin de réfléchir pour savoir comment nous pouvons le mieux promouvoir le pluralisme politique au Pakistan si nous allons protéger nos intérêts stratégiques dans le sub-continent d'une manière aussi effiace que nous les avons protégés dans le Sud-Est asiatique ». Dans cette déclaration, le « nous » est assez royal. Solarz se présente comme le candidat qui paraît aussi dur que les républicains mais plus intelligent et sympathique quand il traite avec le tiers monde. Alors que la rhétorique de Solarz est suffisamment vague pour satisfaire n'importe qui ou presque, son attitude de champion, conseiller et défenseur d'Aquino aux Philippines et maintenant de Bhutto au Pakistan, est faite pour le faire paraître comme plus puissant que la Maison-Blanche ou le département d'Etat. C'est l'interventionnisme à visage humain - pour ses besoins électoraux aux Etats-Unis.

ZIA N'EST PAS MARCOS

Les ambitions de Solarz ne font pas de mystère et ses manœuvres sont bien comprises par ses opposants républicains aussi bien que par l'ambassadeur américain au Pakistan, Deane Hinton. D'après eux, la question du pluralisme politique a déjà été réglée au Pakistan et Junejo représente le choix démocratique pour diriger le gouvernement, pas Bhutto.

L'administration Reagan ne considère pas le général Zia Ul Haq de la même manière que Marcos; on pense que c'est un homme beaucoup plus modeste, avec une femme nettement plus modeste aussi, moins adonné à des illusions grandioses, moins corrompu et plus disposé à gouverner dans le cadre d'un consensus avec ses généraux. Selon les responsables américains, le corps d'officiers pakistanais est « réformiste » de la manière dont ils ont cherché à encourager les militaires aux Philippines sous l'égide du général Ramos - à savoir avec une motivation et une morale professionnelles et une loyauté envers la hiérarchie du commandement régulier et non pas envers des cliques et des patrons comme Marcos et son général Fabian Ver. L'ambassade américaine à Islamabad et l'administration de Washington approuvent aussi

Junejo et croient pouvoir lui faire confiance — en alliance avec Zia et les militaires — pour préserver les intérêts stratégiques des Etats-Unis.

La confiance est ici une question clé. L'administration américaine sait en toute certitude jusqu'à quel point le programme nucléaire du Pakistan s'est développé et connaît le point au-delà duquel Islamabad n'avancera pas ; aussi longtemps que l'aide américaine continue à croître, ainsi qu'il est prévu jusqu'en 1988, les responsables américains croient avoir un arrangement stable avec Islamabad et ne voient aucune raison de le bouleverser. Ils ne font pas confiance à Benazir Bhutto pour maintenir les rapports basés sur l'aide. Si ces derniers devraient être rompus, Washington aurait peur que Bhutto ne prenne ses popres décisions sur le programme nucléaire.

Mais il existe une raison encore plus profonde pour cette défiance. D'après

un haut responsable de l'administration, « c'est les Russes. Les frères de Benazir sont allés voir les Russes. Nous ne soutiendrions jamais Cory Aquino si elle ou sa famille allait voir les Russes ». D'après un autre responsable, le Pentagone est « déchiré entre une préférence nette pour des dictateurs et une aversion aux musulmans qui ont la bombe ». En tant que successeur au régime de loi martiale de Zia, on peut confier la bombe à Junejo mai, si ce dernier ne réussit pas à contrer Bhutto, la préférence américaine irait à la restauration de la loi martiale. Par conséquent, le consensus à Washington est que les arrangements actuels au Pakistan sont les meilleurs possibles et ils s'opposeront à n'importe quel accord que Bhutto puisse leur proposer.

> Claudia WRIGHT, Viewpoint, Lahore, 14 août 1986.

"INPREKOR" EN POLONAIS:

LE NUMERO 22 EST PARU!

Au sommaire de ce numéro vous trouverez :

— Des documents de l'Entente de l'Opposition Ouvrière (POR) et notamment son Programme d'action, premier texte de ce type en Pologne émanant d'une organisation ouvrière socialiste et révolutionnaire depuis la parution de la célèbre Lettre ouverte au POUP de J. Kuron et K. Modzelewski en 1964 (une traduction française de ce programme paraîtra dans la revue Quatrième Internationale).

— Un débat sur la nature du système de pouvoir en Pologne entre « M.N. », un militant clandestin polonais, et Zbigniew Kowalewski. Z. Kowalewski y présente notamment une critique des diverses théories marxistes sur la nature des sociétés est-européennes (entre autres celles dues à P. Sweezy, Ch. Bettel-

heim, T. Cliff, B. Rizzi, M. Shachtman, J. Kuron et K. Modzelewski).

 Une analyse des conséquences sociales de la crise économique en Europe capitaliste par Ernest Mandel.

— Un dossier sur la catastrophe nucléaire de Tchernobyl qui contient notamment une critique du programme nucléaire en cours en Pologne.

Vous pouvez vous procurer ce numéro au prix de 15 FF en vous adressant à la rédaction (*Inprekor* ed. polonaise c/o PEC, 2, rue Richard Lenoir, 93108 Montreuil, France — chèques à l'ordre de la PEC) ou à la librairie parisienne La Brèche (9, rue de Tunis, Paris 11ème) ainsi qu'auprès des diffuseurs (en Pologne au prix de 75 zlotys). Vous pouvez également vous abonner: 75 francs pour 6 numéros (non compris les éditions spéciales).



Le droit à l'avortement, un terrain de contestation

E 9 mars dernier, 100 000 personnes, en majorité des femmes, ont manifesté à Washington pour défendre le droit à l'avortement. Une semaine plus tard, une manifestation sur le même thème rassembla 30 000 personnes à Los Angeles. Ce furent là les mobilisations en défense des droits des femmes qui dépassèrent en importance celles des années 1970 (cf. Inprecor numéro 217 du 14 avril 1986). Ces manifestations ont illustré un regain de mobilisation sur la question du droit des femmes à l'avortement.

Dianne Feeley rappelle, dans l'article que nous reprodui-

sons ci-dessous, les conditions de cette bataille contre la droite réactionnaire, pour défendre et élargir le droit des femmes à l'avortement. Cet article est tiré du numéro 3 de mai-juin1986 de la revue Against the Current (contre le courant), publiée depuis janvier 1986 à Détroit, aux Etats-Unis, par un regroupement de militants dans lequel se trouvent des sympathisants de la IVe Internationale (cf. Inprecor numéro 215 du 17 mars 1986). Against the Current se propose de « fournir un forum pour les débats et les discusions les plus larges possibles au sein de la gauche ».

Dianne FEELEY

Le très grand nombre de femmes, de jeunes femmes surtout, présentes à la « Marche pour la vie des femmes » appelée par l'Organisation nationale des femmes (NOW), à Washington et à Los Angeles au début du printemps 1986, témoigne de la vigueur du mouvement en faveur du libre choix des femmes. Il est aussi le reflet du besoin permanent qu'ont les femmes de pouvoir recourir à l'avortement. Ces deux manifestations ont été les plus importantes actions en faveur des droits de la femme dans l'histoire des Etats-Unis, dépassant même les 100 000 personnes rassemblées en 1978 par la marche organisée pour réclamer un délai supplémentaire afin de réunir les conditions exigées pour la ratification de l'amendement pour l'Egalité des droits (ERA)(1).

Il est important que les femmes prennent conscience que la lutte pour la libre disposition de leurs corps est un mouvement majoritaire. Au lieu de se sentir seules, honteuses et coupables parce qu'elles éprouvent le besoin de pouvoir contrôler la procréation, les femmes qui manifestent ensemble se sentent puissantes, parce que fortes et unies.

Les sondages montrent qu'il existe un soutien important à l'avortement légal, puisque 83 % d'entre elles défendent le droit des femmes à l'avortement, à certaines conditions. Cependant, en dépit de cela, le mouvement d'opposition à l'avortement — qui représente sans aucun doute une position minoritaire — donne le ton au débat politique sur le droit des femmes à choisir l'avortement.

L'ÉVOLUTION DE LA LÉGISLATION

Il y a quinze ans seulement, une femme du nom de Shirley Wheeler fut accusée d'« homicide involontaire » pour avoir avorté. Elle n'avait pas la possibilité d'utiliser une forme quelconque de contraception et, adolescente, devint mère. Quand elle fut enceinte une seconde fois, elle se fit avorter. Mais c'était illégal en Floride. Elle fut donc arrêtée, jugée et reconnue coupable. On estime qu'à l'époque un million de femmes par an avortaient illégalement, mais la plupart d'entre elles ne se faisaient pas prendre.

On estime, d'après les statistiques officielles, que pendant les années 1960, 300 femmes mouraient chaque année des suites d'avortements pratiqués par des « faiseuses d'anges », morts souvent signalées par la simple mention « grosse hémorragie » ou « fausse couche ». Dans la ville de New York, 80 % des victimes étaient des femmes noires ou de langue espagnole. Les statistiques ont dévoilé la réalité : une femme sur quatre se faisait avorter illégalement au cours de ses années de fertilité.

En 1970, sous l'impact d'une requête juridique soutenue par une coalition de femmes - le Rassemblement contre les lois sur l'avortement - qui organisa toute une série de manifestations, la chambre législative de l'Etat de New York fit passer à la hâte une loi autorisant l'avortement jusqu'à la 24e semaine de gestation. Les législateurs, qui avaient repoussé l'année précédente un projet de réforme très timide sur l'avortement, craignaient que l'ancienne loi contre l'avortement soit déclarée nulle et sans effet, et qu'il n'y ait plus aucune loi pour la remplacer! Lorsque le nouveau projet de loi fut adopté, le gouverneur Rockefeller déclara au New York Times: «Le mouvement de libération des femmes a joué un rôle important dans l'adoption de ce projet de

C'est une femme violée sur une route de campagne de l'Alabama, qui intenta le procès qui mena à la décision de la Cour suprême des Etats-Unis, en 1973, de légaliser l'avortement. Ce fut la célèbre affaire Roe-Wade. Et c'est depuis cette date que toute une génération de femmes a grandi en bénéficiant du droit à l'avortement. On pratique légalement un million et demi d'avortements par an aux Etats-Unis,

dont 90% au cours des trois premiers mois de la grossesse.

Les femmes commencèrent à s'organiser contre les lois anti-avortement au milieu des années 1960, dans le contexte d'un climat politique qui commençait à remettre en question les vieux postulats. Alors qu'en 1968, environ 15 % des Américains pensaient que les femmes avaient droit à l'avortement, dès 1971, 50 % d'entre eux étaient en faveur de la légalisation de l'avortement dans certaines conditions. Le changement d'attitude s'est donc produit rapidement.

Tout en organisant une puissante campagne de procès, de piquets de grèves et de manifestations, le mouvement des femmes a développé une forme d'action politique nouvelle et efficace : les témoignages publics. Ils étaient mobilisateurs. Des femmes de tous âges, de toutes origines ethniques, donnaient un témoignage de leur vie et de leur décision d'avorter. En écoutant les témoignages de ces femmes qui parlaient en public de leur vie intime, il était évident que, face à un choix très limité, elles étaient obigées de prendre des décisions extrêmement difficiles.

La décision d'avorter était souvent prise précisément parce qu'elles étaient conscientes de leurs obligations par rapport aux enfants qu'elles avaient déjà. Dans d'autres cas, une femme optait pour l'avortement parce que son mariage avait

1. L'ERA est une proposition d'amendement à la Constitution fédérale américaine ainsi formulée : « L'égalité des droits devant la loi ne sera ni refusée ni réduite par l'Etat fédéral ni par aucun autre Etat des Etats-Unis en raison du sexe ». Proposé pour la première fois au Congrès (parlement) des Etats-Unis en 1923, l'ERA fut adopté le 22 mars 1972. Il lui fallait ensuite être ratifié dans les six ans par 38 Etats pour être inscrit dans la constitution fédérale. En 1978, l'ERA n'avait pas obtenu les 38 ratifications. Un délai fut accordé à ses partisans jusqu'au 30 juin 1982, date à laquelle la bataille pour faire inscrire l'ERA dans la Constitution fédérale fut perdue. Néanmoins, l'ERA figure dans les constitutions de 14 Etats des Etas-Unis (cf. Inprecor numéro 135 du 25 octobre 1982).

été un échec ou bien parce qu'elle avait un problème de fécondité excessive, ou bien encore parce que sa grossesse allait à l'encontre d'autres choix qu'elle faisait dans sa vie. Ces témoignages publics mirent en évidence la nécessité pour chaque femme d'avoir la maîtrise de son corps, la maîtrise de sa vie.

C'est à partir de ces témoignages que le mouvement féministe élabora sa stratégie : le droit des femmes — et non pas celui de l'Eglise ou de l'Etat — à prendre les décisions touchant à la procréation. Personne d'autre n'est mieux placé pour cela. Et puisque le problème central devint celui du droit des femmes à contrôler leur fonction procréatrice, un certain nombre de questions décisives vinrent alimenter le débat.

Comment les femmes pouvaient-elles vraiment prendre la décision de mettre un enfant au monde, alors que la société abandonnait toute la charge des enfants aux seuls parents, et surtout à la mère? Comment les femmes pouvaient-elles librement décider de devenir mères, alors qu'elles n'avaient pas droit à un minimum vital, à des soins médicaux adéquats, à un logement? Pourquoi le budget affecté au contrôle des naissances était-il aussi bas et qui décidait de ce qui devait être subventionné? Qu'en était-il des femmes à qui l'on imposait de subir la stérilisation et qui se voyaient par conséquent frustrées du droit d'avoir des enfants ? Quelle sorte de société imposait de tels choix ?

LA RÉALITÉ DE L'AVORTEMENT LÉGAL

D'après la plupart des militantes de la lutte pour l'avortement légal, l'adoption de la loi de 1970 par l'Etat de New York et la décision de la Cour suprême, en 1973, sont dues à la combinaison de trois facteurs. Premièrement, ce fut nettement une tentative de « coiffer les femmes au poteau » en « cédant » à leurs revendications avant qu'une mobilisation de grande envergure n'enclenche une dynamique qui accélère le développement de la radicalisation. Deuxièmement, la revendication pour l'avortement légal rejoignait tout à fait le besoin des employeurs dont la main-d'œuvre était constituée de femmes dont la famille ne pouvait se permettre elle aussi qu'elles quittent leur emploi pour un laps de temps important. Troisièmement. la possibilité d'avorter était un besoin pour les femmes de toutes les classes. En 1970, par exemple, la femme du gouverneur Rockefeller, Happy Rockefeller. fit savoir publiquement qu'elle avait avorté des années auparavant, et apporta son soutien au mouvement en faveur de la légalisation de l'avortement.

Par conséquent, la décision de la Cour suprême a représenté une victoire dans un domaine important de la vie des femmes. Mais nous avons été conscientes, au moment où la Cour suprême rendait sa décision, que nous n'avions pas encore construit un mouvement féministe qui soit capable d'énoncer clairement les bases les plus avancées sur lesquelles se fonde le besoin des femmes d'avoir la maîtrise de leur vie dans sa fonction de procréation. Nous savions donc que l'attaque contre le droit à l'avortement ne se ferait guère sous forme d'un affrontement direct pour rendre illégaux tous les avortements, mais qu'elle se ferait contre les points faibles, au travers d'un processus de neutralisation des femmes les plus vulnérables. Mais nous n'avions pas prévu par quels procédé la droite essaierait d'utiliser les femmes les unes contre les autres.

Bien sûr, la méthode la plus efficace

utilisée par la droite pour empêcher les avortements a tout simplement consisté à interdire l'installation de locaux appropriés dans les localités qu'elle contrôlait. C'est bien moins problématique que de harceler les femmes aux portes des cliniques, que de faire sauter des cliniques, que de kidnapper les médecins, et bien plus efficace. Dans certains cas, ça a pu se faire discrètement, et dans d'autres cas on a essayé de faire voter des ordonnances locales.

Mais le but de la droite est d'inverser le climat politique sur cette question. En plus du terrorisme pur et simple, elle utilise toute une gamme de techniques de harcèlement: le maintien de piquets de protestation à l'entrée de cliniques pratiquant des avortements, l'installation de piquets autour des maisons des employés de ces cliniques, l'identification des patients de ces cliniques d'après les plaques de leurs véhicules, et les menaces téléphoniques. Joseph Scheidler, responsable à Chicago de la Ligue d'action pour la vie, a écrit un manuel intitulé Clinique fermée: 99 manières d'empêcher l'avortement.

La technique la plus récente de la droite est d'installer de fausses cliniques. Il v en a plus de 3 000 qui fonctionnent. Elles sont souvent situées près d'une vraie clinique et portent un nom qui a la même consonnance ou un nom neutre. Une brochure de 93 pages, Comment installer et gérer votre propre centre pour la vie contre la crise, écrite par Robert Pearson, sert de manuel de base. Certaines femmes qui cherchaient à avorter ont été forcées à regarder des films contre l'avortement pendant qu'elles attendaient les résultats de leur test de grossesse. Quelques-unes d'entre elles ont pris l'initiative de procès pour publicité mensongère, de façon à contrer cette manœuvre toute récente.



En fait, la droite a remporté un large succès là où elle a visé des couches de femmes politiquement et économiquement vulnérables, telles que celles bénéficiant d'aides sociales, ou les adolescentes. Son succès législatif le plus important a été le vote de l'amendement Hyde par le Congrès, en 1975, interdisant aux femmes assistées socialement le droit à une aide fédérale pour l'avortement.

LA FEMME PAUVRE **EST LA PLUS VULNÉRABLE**

En réaction à cet amendement, de nouvelles coalitions se formèrent en faveur du libre choix. Chaque année, le 22 janvier, anniversaire de la décision de la Cour suprême, des colloques et des manifestations ont lieu contre l'amendement Hyde. La manifestation la plus importante et la plus militante se déroula à l'automne 1976, lorsque le ministre de la Santé, Richard Califan, opposé à l'avortement, fit un discours à l'Ecole de droit de l'université de New York et que 3 000 manifestants encerclèrent le bâtiment.

L'échec du mouvement féministe à mobiliser suffisamment de personnes pour une campagne réussie tient en partie à l'atmosphère politique des années 1975-1976. La crise économique et la série de concessions précédentes eurent pour effet de refroidir les enthousiasmes. Mais l'échec tient aussi en partie au fait que les fougueuses organisations féministes qui avaient été florissantes au début des années 1970 s'étaient dissoutes.

L'Organisation nationale des femmes (NOW) avait dépassé les 50 000 adhérentes, mais son objectif primordial était l'adoption de l'amendement pour l'Egalité des droits entre les sexes (ERA). C'était la seule organisation nationale capable de mettre sur pied une campagne pour l'annulation de l'amendement Hyde, mais sa direction ne sut pas saisir l'importance de cette bataille. En fait, la seule manière dont l'ERA aurait pu être obtenue — une fois lancée la contre-attaque - aurait été de mobiliser les gens pour une campagne politique en défense des droits de la femme.

Mais la réaction de certaines dirigeantes de la NOW fut de nier le lien existant entre le droit d'avorter et d'autres droits juridiques. C'est ainsi que dans la ville de Saint-Louis, des leaders de la NOW ont manifesté aux côtés d'adversaires de l'avortement pour affirmer que l'ERA et l'avortement étaient des problèmes distincts.

En tant que présidente de la NOW, Ellie Smeal invita des adversaires de l'avortement à une rencontre avec des féministes, pour discuter de la façon dont elles pourraient travailler ensemble sur des problèmes communs comme le contrôle des naissances. La droite se servit de cet événement comme moyen de promouvoir sa propre politique.

Le mouvement féministe est bâti sur une base aux racines fragiles qui ne peut remettre en cause le statu quo en jouant, comme peuvent se le permettre les grandes organisations de droite, sur les réseaux

d'anciens élèves issus des grandes écoles. Pour ce faire, il doit donner aux gens la vision d'une société plus humaine, plus juste. Il doit prendre en compte le malaise ressenti par les femmes du fait des choix limités qu'elles ont dans leur vie et inscrire aussi leurs luttes actuelles dans le cadre de l'élargissement de ces choix.

La formation de nouvelles coalitions en faveur du libre choix des femmes, les manifestations et les piquets de grève, l'organisation des colloques du 22 janvier, jour anniversaire de la décision de la Cour suprême, tout cela dans des conditions aussi difficiles qu'en 1975-1976, montre bien qu'une fraction importante du mouvement féministe a compris le problème femmes et a tenté d'y répondre. L'amendement Hyde n'a pas été contré, mais le mouvement des femmes a au moins porté un coup à l'offensive de la droite contre les femmes pauvres.

En s'attaquant aux femmes pauvres, la droite a pu s'appuyer sur l'hostilité populaire contre l'aide sociale, et plus particulièrement contre les femmes bénéficiant d'aides sociales. Du point de vue de ceux que cela irrite de payer des impôts pour les programmes sociaux, il est plus « rationnel » de subventionner les avortements que de payer pour que puissent être élevés les enfants de pauvres. Des organisations comme le Planning familial ont en effet utilisé cet argument pour essayer de conserver les subventions de l'Etat à l'avortement. Mais des arguments racistes comme celui-là rendent d'autant plus difficile une alliance entre ces organisations essentiellement actives dans les communautés originaires du tiers monde, et le mouvement en faveur du libre choix

De toute évidence, il entre en jeu ici quelque chose de plus qu'un simple appel au porte-monnaie des gens. A la base du débat sur l'amendement Hyde et de la question de savoir si les femmes bénéficiant d'aides sociales ont le droit, au même titre que les autres, d'être maîtresses de leur propre corps, il y a l'attitude ambivalente de la société par rapport à la sexualité des femmes. Puisque les femmes bénéficiant d'aides sociales ne sont pas supposé vivre avec un homme — qui alors subviendrait à leurs besoins —, elles n'ont pas droit à une vie sexuelle. Et bien que la majorité de ces femmes soit blanches,



l'image que l'on s'en fait est celle d'une femme noire. Donc, les stéréotypes racistes renforcent bien, dans ce cas, les idées de la société sur le rôle de la femme.

Par conséquent, les femmes bénéficiant d'aides sociales qui ont effectivement une vie sexuelle et se trouvent enceintes devraient être punies en étant obligées de conserver leur enfant. Argument vengeur, certes, mais pas tout à fait irrationnel de leur point de vue. Car si l'Etat subventionne les avortements des femmes pauvres, il subventionne la séparation de la sexualité et de la procréation. Or, cette séparation est fondamentale, pas seulement pour libérer les femmes de leur dépendance économique des hommes, politique auquel étaient confrontées les mais aussi pour leur permettre d'être maîtresses de leur vie sexuelle. Et c'est bien cela qui fait encore peur à une société dans laquelle l'identité de la femme repose sur son rôle de nourricière.

> Bien que la grande majorité des gens ne souhaite pas voir l'avortement redevenir illégal, la plupart sont en faveur du droit des femmes à l'avortement sous certaines conditions. Alors que, d'après un sondage, plus de 80 % des personnes interrogées reconnaissent que l'avortement devrait être légal dans le cas d'une grossesse à la suite d'un viol ou d'un inceste, 50 % seulement défendent l'avortement légal dans le cas d'une femme qui décide qu'elle ne peut plus se permettre d'avoir encore un enfant, 45% si la femme décide qu'elle ne veut plus d'enfant, et 39 % seulement si la femme veut avorter pour n'importe quelle autre raison. Donc, l'avortement est accepté plus facilement s'il peut être rationalisé en termes de rôle sexuel traditionnel de la femme, c'est-àdire si la femme a été forcée à l'acte sexuel. si sa grossesse nuit aux enfants qu'elle a déjà, etc.

> La première femme à mourir des suites d'un avortement illégal, après l'adoption de l'amendement Hyde, fut Rosie Jimenez, mère bénéficiant d'aides sociales qui s'était inscrite à l'université. Elle mourut d'une infection généralisée peu avant de fêter les deux ans de sa fille. Ce qui est curieux, c'est que le ministère de la Santé, de l'éducation et des affaires sociales avait prévu 125 à 250 décès par an si l'on supprimait les subventions fédérales à l'avortement, et 25 000 hospitalisations supplémentaires dûes aux complications. L'adoption de l'amendement Hyde, en 1975, priva les femmes bénéficiant de l'aide médicale (Medicaid) du droit aux soins médicaux fédéraux pour un avortement sauf dans certaines conditions bien précises. Pourtant, personne n'a fait connaître ces faits. Pourquoi?

Bien qu'une douzaine d'Etats seulement continuent à allouer des fonds pour l'avortement aux femmes bénéficiant de l'aide sociale, ce financement crucial dans les grandes agglomérations a permis aux femmes pauvres de continuer à avoir la possibilité d'avorter. Le mouvement féministe pour la santé a tenté d'aider les femmes pauvres, et de nombreuses cliniques proposent une échelle mobile des tarifs. Malgré la législation fédérale et les remises en cause continuelles des subventions

1983 NATIONAL NOW CONFERENCE

Congrès de l'Organisation nationale des femmes (NOW), principal mouvement féministe des Etats-Unis, en 1983. (DR)

d'Etat, les femmes pauvres ont pu, dans une large mesure, trouver les moyens d'avorter quand il le fallait. Et, pourtant, chaque remise en cause des subventions d'Etat, si elle aboutit, ne pourra que faire réapparaître une fois de plus les « faiseuses d'anges ». Et ce sera un danger pour la vie des femmes.

LES ADOLESCENTES SONT-ELLES « PROTÉGÉES » PAR L'IGNORANCE ?

Tout en affirmant « protéger » les adolescents, la droite a tenté de mettre hors-la-loi les rapports sexuels, le contrôle des naissances et l'avortement pour les jeunes. Ce qui s'est manifesté par la tentative de faire passer une loi selon laquelle des formulaires de consentement parental seraient exigés pour les filles non mariées de moins de 18 ans. La droite manipule les attitudes contradictoires de la société à l'égard des adolescents : c'est un moyen de promouvoir son programme.

Dans son paternalisme, ce que la droite dévoile, c'est sa dureté vis-à-vis de l'adolescente confrontée à la discrimination, aux bas salaires et au taux élevé du chômage. De nombreux progressistes se laissent malheureusement duper par cette campagne. Les attitudes paternalistes sont pour la société une façon de camoufler son incapacité à apporter aux jeunes une éducation sexuelle adéquate et un soutien adapté. Au lieu de protéger les jeunes en leur fournissant une information appropriée, on les « protège » en les laissant dans l'ignorance. Les adolescents sont probablement le seul groupe de la société que l'on perçoit comme protégé s'il est maintenu dans l'ignorance. Or, la droite dévoile son programme dans sa détermination à supprimer les cliniques de contrôle des naissances et les programmes d'éducation sexuelle organisés dans les établissements scolaires du secondaire.

La plupart des études montrent que

les adolescents commencent leur vie sexuelle sans utiliser aucune forme de contraception. Ils sont freinés par la honte de leur sexualité, ce qui les empêche de se donner les moyens de s'informer sur la contraception et ses méthodes pendant environ un an après leur première expérience sexuelle. Il en résulte qu'un bon tiers des femmes qui avortent ont 19 ans ou moins. Tenter d'interdire l'avortement à des adolescentes, après les avoir empêchées de bénéficier d'une éducation sexuelle appropriée aurait un impact non négligeable sur les femmes jeunes.

En dépit du fait que, dans notre société, la sexualité est omniprésente — d'une manière flagrante dans la culture populaire —, elle reste cependant camouflée derrière des règles impossibles à suivre. Personne plus que les jeunes n'est autant prisonnier de cette confusion. En jouant sur cette confusion, en obligeant les jeunes à « payer pour leurs erreurs » s'ils s'égarent, en essayant de traiter la question de la sexualité en faisant comme si elle n'existait pas et en la refoulant, la droite peut porter un préjudice énorme à la société, s'il n'y a pas de résistance.

Pour lutter contre la droite, les féministes doivent organiser les femmes dans des actions de masse militantes et reprises dans les médias, en faveur du droit des femmes à avorter. La preuve a été faite, s'il était nécessaire, avec la Marche pour la vie des femmes. Les manifestations, tout comme les témoignages publics, ne sont pas seulement l'expression de l'importance du soutien des femmes au droit à l'avortement: elles s'attaquent à l'arme principale de la droite, à savoir son appel à la culpabilité et à la peur.

Pendant les quinze dernières années, les femmes ont été beaucoup plus nombreuses à prendre un emploi. Cette réalité a sérieusement remis en cause l'image traditionnelle de l'homme chef de famille. Nous vivons actuellement une révolution des rôles traditionnellement attribués à chaque sexe, et cela dans le contexte d'une profonde crise économique. Les femmes gagnent le droit de se mettre sur les rangs, juste au moment où la lutte économique pour survivre s'intensifie. Les femmes cherchent à faire partager à la société leur charge traditionnelle du soin des enfants, juste au moment où les services sociaux doivent réduire leurs prestations pour protéger les bénéfices privés. Et c'est juste au moment où les femmes remettent en cause le rôle exclusif de nourricière qu'on leur assignait au sein de la famille, que cette même famille devient un havre nécessaire, le seul refuge dans la lutte acharnée et individualiste pour la survie.

Dans cette situation, il est inévitable que les femmes se sentent vraiment déchirées par des sentiments contraires, alors qu'elles commencent à prendre conscience de leur sexualité et à contester la notion selon laquelle elles seules devraient se charger des enfants. Parce que les féministes ont encore à l'esprit l'image de la mère désintéressée qui se sacrifie, il leur est difficile de répondre aux accusations que lance la droite, selon lesquelles elles seraient des meurtrières et des égoïstes.

Le simple fait que des femmes se dressent ensemble pour rejeter l'image de la mère qui se sacrifie, et exigent de la société qu'elle trouve un autre moyen de nourrir et de prendre en charge les enfants — tous les enfants bien entendu —, sape la culpabilité et la crainte que guette avidemment la droite. C'est pour cette raison que la foule s'est levée à Washington, le 9 mars dernier, lorsque la présidente de la NOW, Ellie Smeal, a proclamé: « Le mouvement des femmes est en marche. Nous ne sommes pas hier, nous sommes demain. »

Dianne FEELEY, Against the Current numéro 3, mai-juin 1986.

Le mouvement ouvrier face à l'évolution de l'emploi des femmes

ES idées du féminisme ont largement pénétré la conscience des femmes, pourtant la ségrégation et la discrimination sexuelle continuent de s'accroître dans le domaine de l'emploi. L'article qui suit examine la structure actuelle de la population active féminine en Grande-Bretagne et ses effets

sur la radicalisation des femmes dans la société, et aborde ensuite le débat sur les solutions que la gauche doit proposer dans la période qui vient, en vue des prochaines élections.

Cet article a été publié dans le numéro de mai-juin 1986 de *International*, revue marxiste dans le Parti travailliste.

Valerie COULTAS

Les femmes travaillant dans ou hors du foyer ont toujours été partie intégrante de la classe ouvrière. Mais, si la tendance actuelle se maintient, à l'horizon de 1990 le nombre de femmes travaillant au dehors de leur foyer sera presque égal au nombre d'hommes. Friedrich Engels disait, dans les années 1880, que l'indépendance économique provenant de l'intégration des femmes à la main-d'œuvre servirait de fondement à leur libération. La réalité s'est avérée plus complexe : si le capitalisme moderne a largement eu recours aux travailleuses, il l'a fait dans le cadre d'un marché du travail divisé notamment sur une base sexuelle.

La double fonction des femmes comme ménagères et travailleuses hors du foyer a imprimé sa marque sur le type d'emploi qu'elles occupent en dehors du foyer. Les femmes travaillent à des métiers différents, dans des industries différentes, avec des échelles de salaire différentes et des horaires différents de ceux des hommes. En fait, les employeurs, guidés par les nécessités nées de la récession, ont accru la division sexuelle de la force de travail afin de contourner la législation sur l'égalité et de pousser la flexibilité du travail féminin à son point maximum. La gauche, lorsqu'elle formule ses objectifs politiques, doit bien percevoir cette structure de l'emploi féminin et la manière éhontée dont la bourgeoisie profite des divisions de la classe ouvrière.

LA NOUVELLE STRUCTURE DE L'EMPLOI FÉMININ

L'expansion de l'emploi féminin s'explique par l'entrée massive et croissante des femmes mariées sur le marché du travail depuis la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, 60 % des femmes mariées font partie de la population active, soit deux fois plus que dans les années 1950. En Suède, c'est plus de 80 % des mères d'enfants de moins de sept ans qui étaient salariées en 1985.

En 1951, il y avait 7 millions de femmes salariées en Grande-Bretagne. On estime qu'elles seront 9,6 millions en 1990. Pour sa part, le nombre de salariés masculins a culminé en 1966 à 14,7 millions pour décliner par la suite. On estime qu'il se situera à environ 11,2 millions

en 1990. Au Pays de Galles, les femmes constitueront probablement plus de la moitié de la main-d'œuvre avant la fin de la décennie

D'autres modifications de la structure de l'emploi ont affecté les femmes : deux millions d'emplois à temps plein ont été perdus, remplacés par le même nombre à temps partiel. En 1980, un employé sur cinq travaillait à temps partiel ; il est probable qu'en 1990, ce sera un sur quatre. La grande majorité de ces salariés à temps partiel sont des femmes

Qui dit temps partiel, dit petit salaire. En Grande-Bretagne, les travailleuses sont payées en movenne de 20 à 35 % de moins que les travailleurs masculins. Et l'écart va grandissant, malgré la loi sur l'Egalité des salaires. Mais ce n'est pas tout. En effet, cet écart n'est calculé qu'en fonction des taux horaires ; or, la différence totale entre les salaires doit prendre en compte le fait que les hommes travaillent beaucoup plus d'heures que les femmes. La différence est de taille quand on se rappelle que les ouvriers masculins britanniques font des semaines plus longues et disposent de moins de congés que leurs collègues continentaux. Les salaires étant tellement bas, c'est en moyenne dix heures supplémentaires par semaine qu'effectuent la plupart des travailleurs manuels en Grande-Bretagne et ce, malgré le taux élevé de chômage. Donc, il ne faut pas prendre uniquement en compte l'inégalité du salaire horaire mais aussi l'énorme différence du nombre hebdomadaire d'heures ouvrées hors du foyer.

Le travail à son compte est aussi en augmentation dans la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher. Pas celui de la petite entreprise à succès, mais celui issu de l'accroissement de la précarité des travaux de nettoyage ou de restauration avec leur lot de bas salaires, d'avantages sociaux dérisoires et d'absence de sécurité de l'emploi. En 1979, 600 000 personnes occupaient ce type d'emploi. Le travail intérimaire et les contrats à durée déterminée connaissent la même extension.

Les nouvelles technologies, dont on fait tant l'éloge, n'ont en rien contribué à la création pour les femmes d'un travail intéressant et mieux payé : de nouvelles hiérarchies dans l'organisation du travail ont vu le jour qui placent les femmes aux échelons les plus bas et leur réservent les

travaux répétitifs. Si l'on en croit de récentes enquêtes, les femmes n'ont tout simplement pas le« profil de l'avancement » requis — élévation de la qualification au sein de l'entreprise, carrière professionnelle ininterrompue, mobilité géographique — qui leur permettrait de profiter de nouveaux postes administratifs ou de direction, ou bien d'accéder aux emplois informatiques hautement qualifiés. Bien au contraire, le développement du travail à domicile permet la réalisation de hauts profits aux dépens des femmes, dont beaucoup sont noires ou handicapées, avec de jeunes enfants.

Si l'on considère le grand nombre de femmes dans le travail salarié et la ségrégation sexuelle de l'emploi, on peut voir que l'objectif du patron n'est pas d'éliminer le travail féminin mais bien de substituer un emploi des femmes à temps partiel et précaire à un travail masculin à plein temps et permanent. En poursuivant la restructuration et en augmentant le chômage, les employeurs approfondissent la fragmentation de la force de travail sur la base du sexe comme sur celle de la race ou de l'âge.

Depuis la révolution industrielle, la part des femmes sur le marché du travail n'a jamais été aussi grande qu'aujourd'hui, sauf durant les années de guerre. Avec le contrôle de leur fertilité, plus de femmes choisissent de travailler hors du foyer afin de gagner leur indépendance économique. Mais leur accès au travail est cantonné aux travaux les plus mal payés, les moins qualifiés, sans perpective ou presque de promotion. Et il devient de plus en plus difficile aux femmes d'échapper à ce ghetto de l'emploi féminin.

UN REGARD NOUVEAU SUR ENGELS

Quelles sont les implications de ces nouvelles formes du travail féminin sur le postulat que fit Engels quant à la base de la libération des femmes? Dans «L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat », Engels écrit : « La première condition à l'émancipation des femmes, c'est la réintégration dans l'industrie publique des personnes de sexe féminin dans leur ensemble et cela exige la disparition des attributs de la famille individuelle comme unité économique de la société ». Trop souvent, les critiques féministes ont réduit cette hypo-

thèse d'Engels à une banalité. Ainsi, dans son essai « Le mariage malheureux du marxisme et du féminisme », Heidi Hartmann écrit que les premiers marxistes soutenaient que « le capitalisme abolirait les différences entre sexes et traiteraient tous les ouvriers de la même façon ».

Le problème avec ce postulat d'Engels, il est vrai, c'est que la famille n'a pas été abolie comme unité économique de la société et qu'en même temps, les femmes ont été intégrées à la force de travail. Comme objectif stratégique, le combat d'Engels sur la famille demeure juste, mais c'est une réponse inadéquate dans les débats du mouvement féministe sur la lutte à mener pour en finir avec la double exploitation des femmes. Le mouvement marxiste doit prêter plus d'attention à la question du travail domestique gratuit que les femmes effectuent au foyer. Les hommes ne prennent pas en charge ce travail domestique, en partie parce qu'il est entendu qu'il s'agit là de la tâche des femmes et en partie du fait de leur longue journée de travail. La revendication de la réduction de la journée de travail peut permettre de commencer à en finir avec cette division sexuelle du travail domestique et de l'éducation des enfants.

Mais il est fondamental que dans le cadre d'un objectif final qui demeure la socialisation du travail domestique, les revendications qui sont avancées impliquent clairement que les hommes doivent partager ce travail et non pas fuir leurs responsabilités en ce domaine. Le mouvement socialiste a soutenu les exigences des femmes sur la formation et sur l'emploi, mais il a été très long à prendre en compte la question posée par les féministes sur le travail domestique. C'est une des raisons pour lesquelles les féministes ont mis une telle insistance sur le fait que les femmes travaillaient à la maison et qu'elles produisaient des valeurs d'usage qui n'étaient pas reconnues et rémunérées dans cette société dominée par les hommes.

LA RÉPONSE DE LA DIRECTION DU MOUVEMENT OUVRIER

Dans les deux dernières décennies, et notamment sous le gouvernement conservateur britannique, il y a eu de nombreuses luttes de femmes travailleuses pour l'égalité des salaires, contre les bas salaires et en défense de l'emploi des femmes. Il y eut une mobilisation énorme des femmes syndicalistes, surtout dans le secteur public, quand le Congrès des syndicats britanniques (TUC) a appelé à une manifestation en octobre 1979 contre le projet de loi anti-avortement du député conservateur John Corrie.

Les femmes travailleuses ont aussi mené d'importantes campagnes pour rendre les syndicats plus représentatifs des femmes. Le recrutement de femmes travailleuses a prévenu un déclin dramatique des effectifs syndicaux tel qu'il s'était produit dans les anées 1930. Cependant, d'après les dernières statistiques, durant ces sept dernières années, les syndicats ont perdu environ 2,2 millions de membres. Toutefois, malgré la pression des femmes à la base, la direction droitière des syndicats en Grande-Bretagne s'est avérée incapable de stopper l'offensive du patronat et de mettre en œuvre une stratégie pour combattre la ségrégation institutionnalisée que les employeurs veulent mettre en place pour diviser le mouvement ouvrier.

A l'exception de la grève des mineurs, c'est l'aile droite des syndicats, la direction du Syndicat des électriciens (EETPU) et du Syndicat de la métallurgie (AUEW), qui est à l'initiative dans le mouvement ouvrier. En échange du monopole syndical dans l'entreprise que leur accordait le patronat, les leaders syndicaux se sont engagés à ne pas faire grève au nom des « réalités » du capitalisme moderne. Les employeurs avaient donc ainsi le feu vert pour aller de l'avant et s'attaquer aux secteurs les plus vulnérables de la classe ouvrière : quand on accepte la logique du thatchérisme, on ne peut résoudre les problèmes des plus opprimés.

A chaque fois que des travailleurs sont entrés en lutte contre les conservateurs, le TUC est intervenu non pour les soutenir, mais pour les faire retourner au travail. Une telle orientation de la direction de la confédération a provoqué une crise de perspectives politiques non seulement à l'intérieur des syndicats mais aussi dans les mouvements qui s'v étaient alliés, dans ce cas, le mouvement de libération des femmes. L'unité et le consensus qui régnaient dans les années 1970 autour des quatres premières revendications du mouvement de libération des femmes sont bien finis. Même si cette unité était extrêmement précaire sur certains points comme le prouvèrent les revendications

Contre les bas salaires des femmes. (DR)



spécifiques des lesbiennes et des Noires. Aujourd'hui, le mouvement de libération des femmes est fragmenté : il n'y a plus un mouvement unique organisé nationalement

LES NOUVELLES FORMES D'ORGA-NISATION DES FEMMES

Mais bien que le mouvement féministe soit éclaté, il demeure actif et les idées féministes ont même pénétré plus avant dans la conscience de la masse des femmes. Cela s'est concrètement démontré avec la naissance du Mouvement des femmes pour la paix et le mouvement « Les femmes contre les fermetures de puits » pendant la grève des mineurs, comme le soutien qu'ont apporté des milliers de femmes à ces campagnes (1). Les élections de 1983 ont confirmé une inversion de la répartition des votes par sexes : maintenant, plus de femmes que d'hommes votent contre les conservateurs. Malheureusement, le Parti travailliste ne capitalise que la moitié du vote contre les conservateurs chez les femmes. Néanmoins, cela confirme que les femmes exploitées au travail et qui sont les principales victimes des coupes des budgets sociaux évoluent politiquement vers la gauche.

Les féministes socialistes ont commencé à lutter contre la suffisance qu'affectait le mouvement ouvrier sur la question des femmes en combattant contre sa domination par les hommes. Un projet pour rejoindre les sections féminines du Parti travailliste a été mis en place. Quasi spontanément depuis 1980, les femmes ont commencé à rejoindre le Parti travailliste pour essayer de le féminiser. Ce projet était lié à la révolte dirigé par Tony Benn contre la gestion gouvernementale de Wilson-Callaghan, mouvement qui exigeait de la direction du parti - et de sa fraction parlementaire - qu'elle rende des comptes à la base du parti (2).

Les femmes, avec le Comité d'action des femmes travaillistes (WAC), ont rapidement remporté une victoire au sein du Parti travailliste quant à l'adoption d'une politique « d'action positive » (3) et d'une représentation plus importante parmi les femmes. Les municipalités dirigées par la gauche travailliste ont aussi répondu dans beaucoup de cas en mettant en place des comités de femmes. Mais il va falloir mener une bataille beaucoup plus ardue pour convaincre les hommes de la direction du Parti travailliste, le Comité national éxécutif (NEC), et la plupart des dirigeants syndicaux qui

^{1.} Sur la participation des femmes au mouvement anti-guerre, voir *Inprecor* numéro 164 du 9 janvier 1984. Sur la grève des mineurs se reporter au numéro 176 du 25 juin 1984.

^{2.} Voir à ce sujet *Inprecor* numéro 103 du 8 juin 1981.

^{3.} La politique dite d'« action positive » vise à renverser la ségrégation raciale ou sexuelle, notamment dans le domaine de l'emploi par des mesures de priorité en faveur des femmes ou des ressortissants de minorités ethniques. Cela concerne ici la composition des instances du Parti travailliste.

ont entre leurs mains les votes décisifs dans les congrès, d'ouvrir la voie aux femmes.

Au sein du Parti travailliste, les féministes sont confrontées à une direction chaque jour plus droitière. Alors comment lutter pour une politique qui combatte réellement la discrimination institutionnalisée dont sont victimes les femmes au travail et dans la société ?

QUELQUES FAUX DÉPARTS

Souvent le mur d'incompréhension auquel se heurtent les femmes alimente en leur sein l'idée selon laquelle le véritable problème n'est pas de se battre contre les bureaucrates mâles mais contre les hommes en général. Bea Campbell a développé cette idée dès ses premiers articles sur une politique féministe des revenus, à la fin des années 1970, dans le Red Rag (Chiffon rouge) (4). Sa solution était simple : prendre aux mâles privilégiés et donner aux femmes défavorisées. L'approche de Campbell rejoint les arguments développés par les dirigeants de la droite, du centre et maintenant de la gauche travailliste, tels Ron Todd, qui soutient que la seule chance du Parti travailliste de revenir au pouvoir réside dans un accord qui place la question des bas salaires et de l'emploi au centre des préoccupations, aux dépens des autres couches de salariés. L'expérience du « contrat social » des années 1974-1979 pratiqué par le Parti travailliste, est, elle, mise sous le boisseau. A cette époque, la situation des travailleurs les plus mal payés s'est dégradée, la différence de salaire entre les hommes et les femmes s'est encore accrue et le chômage a augmenté de façon dramatique, parce que la direction du Parti travailliste n'a pas voulu combattre les priorités imposées par un capitalisme en crise.

Des courants de la gauche marxiste ont répondu aux thèses de Bea Campbell en rejetant en bloc le féminisme. C'est très clair avec la tendance « Militant », mais avec l'arrêt de la parution de Women's Voice (La voix des femmes), c'est maintenant aussi le cas du Parti socialiste des travailleurs (SWP) (5). Au nom de l'orthodoxie marxiste, ces groupes recrutent des femmes du fait de la radicalisation générale, mais seulement pour les « vacciner » contre les idées du « féminisme petit-bourgeois ». Inévitablement, cela a pour conséquence de détourner les femmes féministes du marxisme.

UN MINISTERE DES DROITS DE LA FEMME ?

Jo Richardson, l'une des dirigeantes de la gauche travailliste a fait circuler un document de discussion sur le rôle d'un nouveau ministère des Droits de la femme. Elle y défend que « l'engagement des travaillistes sur les droits des femmes doit occuper une place centrale dans notre nouveau Manifeste pour les élections générales et doit avoir le plein appui de la direction ». Inspiré de l'exemple français

et de l'expérience du Conseil du grand Londres, le document propose la formation d'un nouveau ministère, doté de ressources adaptées et qui soit représenté dans le Cabinet ministériel. Richardson propose une nouvelle législation sur l'égalité, un salaire minimum, la garderie gratuite pour tous les enfants de trois et quatre ans, la fin des discriminations dans la répartition des avantages sociaux, l'abrogation des privilèges fiscaux des hommes mariés, l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans pour les hommes, enfin une semaine de travail plus flexible avec des journées de travail plus courtes et des congés parentaux mieux rémunérés.

Beaucoup de ces mesures seraient les bienvenues pour les femmes, mais il y a certaines omissions. L'application des orientations adoptées en congrès par le Parti travailliste et les syndicats vis-à-vis de la contraception et du droit à l'avortement sont complètement laissées de côté. Parmi les mesures sur l'emploi, il n'y a aucune proposition contraignant les employeurs, au travers de quotas, à embaucher des femmes ou des travailleurs des minorités ethniques. L'introduction du salaire minimum apparaît comme dépendant de l'accord du TUC, le budget prévu pour les garderies des enfants est inadéquat. La proposition d'une semaine de travail plus courte est bonne, mais quid du salaire? Et comment combattrat-on la ségrégation dans le travail si l'on ne prévoit pas de quotas dans la formation et les emplois ? Mais surtout, la référence au « soutien » de la direction du Parti travailliste et à des « ressources adaptées » est indûment optimiste à l'heure où le dirigeant travailliste Neil Kinnock fait tout son possible pour rassurer les capitalistes.

UNE STRATÉGIE DE LUTTE

Nous avons besoin d'une stratégie offensive contre les patrons afin de renverser cette ségrégation dans l'emploi. Une telle stratégie aurait des priorités totalement différentes de celles de la classe dominante. Pour créer des emplois et les ressources nécessaires aux services sociaux, nous avons besoin d'un minimum et d'un maximum des salaires. Nous avons besoin d'un impôt sur la fortune et du contrôle des banques pour empêcher l'évasion des capitaux. Les féministes doivent prendre en charge le débat sur les questions de la politique économique afin d'obliger le Parti travailliste à lutter effectivement contre l'oppression des femmes et pour être sûres que leurs revendications ne soient pas ignorées par la gauche.

Deuxièmement, comme l'a prouvé le vote de la majorité des députés travaillistes en faveur du projet de loi sur les droits de l'embryon, déposé par le député d'extrême droite Enoch Powell, la fraction parlementaire travailliste continue d'ignorer les exigences des femmes et de l'ensemble du Labour. De la même manière, les bureaucrates syndicaux ont rejeté la recommandation faite par le

NEC, lors du dernier congrès du Parti travailliste, pour qu'il y ait au moins une femme par circonscription dans les propositions de listes électorales. Cette année, la conférence des femmes du Parti travailliste a décidé d'élire une « liste fantôme » de femmes pour les cinq places au NEC (6). La gauche doit faire campagne pour cette liste afin d'en faire un exemple, non seulement pour que les femmes puissent choisir des femmes mais pour démocratiser le vote des syndicats. Cela donnera au WAC l'occasion de nouer des liens importants avec les militantes des syndicats, occasion perdue pendant la grève des mineurs car de nombreuses dirigeantes du WAC mirent beaucoup d'ardeur à attendre les miettes tombées de la table de Kinnock.

Finalement, la gauche doit continuer à participer aux initiatives et aux débats du mouvement féministe, afin de contrecarrer le retour en arrière en matière de liberté sexuelle et de droits des femmes conquis à la fin des années 1960 et au début des années 1970. L'offensive contre le droit des femmes à contrôler leur fertilité va croissant et la mobilisation contre ces attaques doit se développer. Les nouvelles techniques de procréation sont utilisées contre les intérêts des femmes, comme dans le cas des mères porteuses. L'institutionnalisation de la pornographie comme partie prenante d'une culture de masse se fait contre les femmes, et la gauche - qui est contre la censure - doit travailler à trouver des alternatives.

La crise politique de la gauche a eu pour conséquence le repli sur elles-mêmes de toutes les parties du mouvement féministe avec la fin du souffle du 1968 et des espoirs suscités plus tard par la révolte du courant Benn. La gauche ne peut pas tourner le dos aux femmes ni aux débats du mouvement féministe, car les femmes joueront un rôle central dans la recomposition politique qui s'opère aujourd'hui dans le mouvement ouvrier, du fait de leur participation croissante à tous les niveaux. C'est là une nouvelle réalité. Et la gauche doit la saisir à bras-le-corps dans tous les aspects du débat politique.

Valerie COULTAS, International, mai-juin 1986.

^{4.} Journal féministe qui existait dans les années 1970, politiquement proche du Parti communiste britannique dont Bea Campbell, un des chefs de file du courant eurocommuniste, est membre.

^{5. «} Militant » est la plus forte tendance de gauche à l'intérieur du Parti travailliste dont elle contrôlait notamment toutes les sections de Liverpool. Le SWP, qui vient comme « Militant » de la tradition trotskyste, est la plus forte organisation révolutionnaire en Grande-Bretagne. Il s'efforce de construire une organisation indépendante du Parti travailliste. Women's Voice fut son journal en direction des femmes.

^{6.} Cette formule de « liste fantôme » fait référence au « cabinet fantôme » (Shadow cabinet) qui est un contre-cabinet ministériel de l'opposition. Les cinq places au NEC sont celles réservées aux femmes, mais dont les titulaires sont actuellement élues par tout le congrès.

La droite a le vent en poupe

Après la victoire électorale de Kurt Waldheim

POUR la première fois depuis vingt ans, les partisans de la droite bourgeoise ont pu fêter leur triomphe électoral en Autriche après l'élection à la présidence de la République de leur candidat Kurt Waldheim, ancien secrétaire général de l'organisation des Nations-Unies (ONU), le 8 juin 1986. Déjà au premier tour des élections présidentielles, le 4 mai dernier, Kurt Waldheim obtenait 49,7 % des suffrages exprimés. Il ne lui manquait que 0,3 % des voix pour atteindre la majorité absolue et être élu au premier tour.

Le candidat socialiste, Kurt Steyrer, était sévèrement battu avec 43,6 % des voix. La candidate de l'alternative-degauche, Freda Meissner-Blau, venait loin derrière avec 5,5 %. Le candidat de l'extrême droite, Otto Scrinzi, obtenait 1,2 %.

Dans la joute électorale décisive du 8 juin, Waldheim remporta la victoire avec une courte majorité de 53,9 % devançant son concurrent socialiste Steyrer, qui, avec 46,1 % des suffrages exprimés, se rangeait à 8 % derrière Waldheim.

Le plus grand parti bourgeois d'Autriche, le Parti populiste autrichien (OVP), avait pourtant présenté au printemps dernier un candidat pour le poste de président fédéral, qui a été l'objet de nombreuses accusations sur son passé politique. Les accusations du Congrès juif mondial, du Congrès américain et les enquêtes d'une série de gouvernements occidentaux sont venues mettre en évidence la compromission de Kurt Waldheim avec le nazisme. Des journalistes des plus grands media mondiaux transmettaient chaque jour de nouveaux documents qui mettaient en lumière les charges pesant contre le candidat.

Malgré tout cela, l'OVP non seulement ne retira pas Waldheim de la course électorale mais celui-ci obtint 53,9 % des voix des électeurs autrichiens. C'est là une situation qui ne manquera pas d'apparaître paradoxale et incompréhensible

aux yeux de nombreux observateurs étrangers.

On ne peut comprendre ce qui s'est passé sans se reporter à la politique intérieure autrichienne de ces dernières années, en particulier au bilan du Parti socialiste autrichien (SPO), qui était au gouvernement depuis maintenant seize ans, et avant tout à l'évolution de l'Autriche depuis l'effondrement du régime nazi d'Hitler.

Robert MISIK

On est depuis longtemps habitué en Autriche à ce que les choses s'y passent différemment du reste de l'Europe. Ce fut également vrai en ce qui concerne le coup qu'a représenté le tournant politique conservateur. L'offensive d'austérité de la bourgeoisie dans une grande partie de l'Europe de l'Ouest a été souvent directement liée au remplacement d'un gouvernement social-démocrate par un cabinet purement bourgeois. En Autriche, l'application du démantèlement des emplois dans les entreprises d'Etat, une politique de réarmement renforcé et les réductions de prestations dans le domaine des pensions et des retraites sociales a été l'œuvre de la coalition gouvernementale conduite par les sociaux-démocrates avec les libéraux de droite du Parti libéral autrichien (FPO).

LE SPO EST RESPONSABLE DE SA PROPRE DÉFAITE

Quoique le cabinet du SPO et du FPO ne fut absolument pas souverain dans ses agissements, l'OVP ne pouvait jusqu'ici capitaliser le moindre gain appréciable de l'aggravation de la situation économique et de l'accumulation de scandales politiques dans tous les domaines (scandales de corruption dans tous les coins et à tous propos). Il se limitait à une critique purement populiste de quelques aspects de la politique social-démocrate ; un programme bourgeois mûrement réfléchi à la Ronald Reagan, Margaret Thatcher ou Helmut Kohl n'appartenait pas jusqu'ici à son répertoire.

C'était le SPO lui-même qui était en première ligne pour appliquer des solutions bourgeoises à la crise sur une échelle encore plus vaste.

Ainsi une série de mesures peuvent être inscrites au passif du gouvernement libéral et social-démocrate, parmi lesquelles notons : un soi-disant « programme d'amélioration structurelle » dans les industries publiques, qui a jusqu'ici coûté leur emploi à quelques milliers de travailleurs et travailleuses ; des dispositions visant au démantèlement des prestations sociales ; une politique de réarmement renforcé et de militarisation. Il y a encore quelques années, l'armée autrichienne était plus que mal aimée par la plus grande parite de la population et c'est précisément le gouvernement social-démocrate qui a revalorisé l'image de l'armée dans la société. Ainsi un nombre croissant de ieunes chômeurs se retrouveront enrôlés dans l'armée comme soldats de métier. Enfin, le gouvernement social-démocrate et libéral est responsable de l'achat de nouveaux avions de chasse ce qui est une nouvelle pierre dans le jardin de la militarisation.

Les supporters de ce cours de droite dans le SPO agirent en public d'abord de façon malhabile puis de manière extrêmement technocratique. Le SPO avec sa politique de gestion de la crise a perdu de justesse sa capacité à être majoritaire en suivant une autre politique que celle de Bruno Kreisky dans les années 1970 qui, avec son slogan « faisons une Autriche prête pour l'Europe », rassemblait derrière lui une grande partie de la population de l'Autriche rétrograde d'alors. Cette rupture dans la pré-

pondérance politique du SPO se comprend avant tout dans le contexte de l'éclatement de la grave crise de la plus grande entreprise publique de l'Autriche, le géant sidérurgique VOEST. De fil en aiguille, cela jeta dans la population un discrédit sur la politique économique social-démocrate. D'un autre côté, en raison de leur attitude défensive vis-à-vis de la propagande de droite sur le lock-out et la reprivatisation, des couches centrales de la social-démocratie furent plongées dans un atermoiement croissant.

L'OVP vit dans cet arrière-plan le signe que les temps étaient mûrs pour adopter un cours bourgeois plus dur. Et le débat sur le passé de Kurt Waldheim leur permit précisément d'arriver à point nommé. Au cours de la discussion sur l'activité de Waldheim dans le régime et l'armée nazie dans les Balkans durant la Seconde Guerre mondiale, refirent surface des conceptions idéologiques longtemps refoulées. Ce ne sont pas les combattants de la résistance, qui par milliers ont risqué leur tête dans le combat contre Hitler et qui l'ont en général perdue, mais ce sont les soldats de la Wehrmacht qui « ont rempli leur devoir », telle est la teneur du combat électoral de Waldheim.

Les révélations du New York Times, du Congrès juif mondial et de l'hebdomadaire autrichien Profil ne sont pour Waldheim rien d'autre qu'une « campagne de certains milieux juifs de New York », et, à propos des attaques dans la presse internationale contre sa personne, il déclara au journal Le Monde qu'il est « bien connu que celle-ci (la presse) est dominée par le Congrès juif mondial ».

Le secrétaire général de l'OVP, Mi-

chaël Graff, va encore plus loin et parle des « apprentis sans honneur du Congrès juif mondial », qui, dans leur nature « impudente, bête, primitive, effrontée, vulgaire et calomniatrice », veulent « en finir » avec Waldheim par leurs « méthodes de mafiosi ».

Dans de larges cercles de la population, l'OVP a ainsi ouvert une soupape : de l'antisémitisme gêné, qui après l'holocauste ne pouvait plus être admis dans les salons, sortit un antisémitisme sans pudeur : « c'est seulement depuis que les Juifs sont partis qu'il y a de nouveau du calme » ; « c'est une honte de voir combien les Juifs sont devenus insolents ». Des déclarations semblables ou analogues étaient de nouveau à l'ordre du jour dans les discussions de rue à l'occasion de la joute électorale ; tout comme les centaines de lettres de menaces adressées au Consistoire israëlite, les crachats sur les juifs orthodoxes et les bris de vitrines de magasins appartenant à des juifs.

La direction du SPO, en particulier son responsable à la propagande, Graff, a réagi pour raison de tactique électorale de façon complètement inadéquate à ces provocations de l'OVP. Au lieu d'attaquer frontalement la campagne antisémite de l'OVP et son nouveau comportement, l'accent principal de la campagne électorale social-démocrate a été mis sur la présentation positive de leur propre candidat, le SPO refusait ainsi de se laisser entraîner dans une discussion sur le passé

autour du cas Waldheim.

MAIS QUI EST DONC **CE KURT WALDHEIM?**

La discussion sur le passé de Waldheim a été déclenchée par la découverte du fait qu'il avait été membre de l'étendard de cavalerie SA (Section d'assaut, organisation paramilitaire de masse des mouvements nazis, ndlr.), membre de la fédération des étudiants nazis et du corps de cavalerie nazi.

Le Congrès juif mondial a fait des recherches sur le passé militaire de Kurt Waldheim en rapport avec la guerre des Balkans menée par l'armée nazie (qui était un corps différent de la Wehrmacht, l'armée régulière allemande, ndlr.). Kurt Waldheim fut en conséquence à partir de 1942 actif dans les Balkans dans un étatmajor régional, qui était en particulier chargé de la persécution des partisans dans la région de Sarajevo et de Dubrovnik. Waldheim y était à cette époque officier de liaison entre les troupes italiennes et allemandes. Il a été clairement établi que Waldheim comptait à cette époque parmi les personnes les mieux informées de l'armée allemande sur les activités militaires dans cette région. Il n'a pas pu être établi jusqu'ici qu'il ait pris lui-même une part active aux crimes de guerre, ce que l'on ne peut toutefois pas exclure a priori.

En outre, Waldheim fut un subordonné du « groupe de combat de la Bosnie occidentale », sous-unité de l'armée nazie, qui persécuta de juin à août 1942 les résistants vougoslaves avec une brutalité sans précédent. Plus de 68 000



Kurt Waldheim en campagne électorale à Vienne, en mai 1986. (DR)

hommes en tout y furent tués ou envoyés en camp de concentration.

Six mois après, Waldheim fut à nouveau envoyé dans la région de Sarajevo, Dubrovnik, Plevilja, où commençaient de nouvelles actions de nettoyage contre des partisans.

Ainsi le sous-lieutenant et plus tard lieutenant Waldheim fut de 1942 à 1943 partout où le régime nazi menait sa sale guerre contre les combattants yougoslaves pour la liberté. Par la suite, Waldheim s'établit comme premier officier de l'état-major de la 11ème armée italienne à Athènes, où le « combat contre le communisme », suivant l'expression consacrée de l'époque, commençait et où les déportations massives de juifs furent préparées.

Toutes ces révélations ont été portées au grand jour pour la première fois en majeure partie par le Congrès juif mondial et confirmées par le New York Times qui fit des recherches supplémentaires. Les faits sont aujourd'hui absolument certifiés et confirmés par Waldheim luimême. Et ceci, bien qu'il ait jusqu'ici prétendu (avant tout dans le contexte de sa candidature au secrétariat général de l'ONU) avoir été écarté de la Wehrmacht en 1941 à la suite d'une blessure.

En Autriche même, ces faits n'ont été débattus que de manière très déformée. Il n'y eut pas un seul des grands quotidiens qui ait été critique à l'égard de Waldheim. Bien que le Congrès juif mondial n'ait jamais dépeint Waldheim comme un criminel de guerre mais ne fit que soumettre quelques simples documents - parmi lesquels un document de l'ONU, dans lequel, sur requête du gouvernement yougoslave, Waldheim était poursuivi comme un criminel de guerre recherché - bien que tous les grands journaux d'Europe de l'Ouest et des Etats-Unis aient attaqué Waldheim, bien que les gouvernements d'Israël, de Grande-Bretagne, de France et

le Congrès des Etats-Unis enquêtèrent sur son cas, malgré tout cela, la discussion générale sur Waldheim fut présentée par l'OVP et les plus grands journaux autrichiens comme une « vulgaire campagne de cette organisation privée qu'est le Congrès juif mondial ».

LA RÉSISTANCE EN AUTRICHE

La dénonciation du passé de Waldheim et la résistance à la campagne antisémite en Autriche furent grosso modo portées par deux courants :

- Un groupement en majeure partie composé d'intellectuels autour du groupe « Nouvelle Autriche », qui fit le premier pas dans le pays avec une documentation sur le passé militaire de Waldheim, publiée sous le titre « Accomplir le devoir », et une annonce dans l'hebdomadaire Profil, dans laquelle plus de mille personnalités autrichiennes, hommes et femmes, exigeaient le retrait de la candidature de Waldheim.

Le Groupe marxiste révolutionnaire (Gruppe Revolutionäre Marxisten, GRM). section autrichienne de la IVe Internationale, qui malgré sa petite taille coopéra avec le groupe « Nouvelle Autriche », s'engageant avant tout dans l'organisation de protestations contre les apparitions publiques et les meetings de Waldheim. En collaboration avec l'antifasciste allemande vivant à Paris, Beate Klarsfeld, on réussit par là à briser partiellement le silence de la presse autrichienne et à informer qu'il y avait une autre Autriche.

A l'issue de ces élections, fort de ses 53,9 % de suffrages, Waldheim pouvait cependant crier victoire. Plusieurs facteurs ont joué en ce sens, dont quelques uns ont déjà été mentionnés :

Tout d'abord la victoire de Waldheim fut moins une victoire pour Waldheim qu'une défaite pour le SPO. La population autrichienne a perdu sa confiance envers le parti social-démocrate auquel une grande majorité avait, seize années durant, maintenu sa fidélité. Des électeurs qui lui avaient accordé leurs voix lors des élections générales de 1983, le SPO n'a pu en mobiliser que 88 % pour son candidat à l'élection présidentielle de 1986; sur le reste, 9 % allèrent à Waldheim et près de 3 % s'abstinrent. A l'opposé, l'OVP réussit à rassembler 92,3 % de ses électeurs de 1983 derrière Waldheim, il n'y en eut que 0,8 % qui se tournèrent vers Steyrer. Malgré tout, 6,4 % des électeurs traditionnels de l'OVP n'allèrent pas voter pour Waldheim et s'abstinrent. Ceci démontre qu'il y a aussi dans la zone d'influence de l'OVP un bloc, petit mais résolu, d'authentiques démocrates qui ne se compromettent pas avec les stratégies électorales de l'OVP.

Mais c'est avant tout l'effritement des couches centrales des électeurs du SPO, en particulier dans les régions industrielles, qui a décidé du résultat des élections

Autre élément important, la tradition politique de l'antisémitisme est en Autriche bien plus forte qu'en d'autres pays d'Europe de l'Ouest (la Pologne peut à cet égard souffrir la comparaison). Selon les enquêtes sociologiques, il y a en Autriche un potentiel de 12 % d'antisémites virulents, et en poussant plus loin dans l'analyse, un potentiel de 60 % d'antisémites latents. Sur ce dernier groupe, les accents antisémites dans la campagne de Waldheim n'ont eu aucune influence décisive au niveau électoral selon les enquêtes faites sur le moment. Mais le groupe des 12 % d'antisémites virulents, qui jusqu'ici de manière caractéristique se distribuait de façon sensiblement égale dans tous les camps politiques, se mobilisèrent à plein grâce à ces déclarations antisémites et se rassemblèrent presque tous derrière le candidat Waldheim. Mais ce qui est décisif n'est pas tant la variation des suffrages des voix antisémites (qui doit se limiter à environ 4%), que les conséquences politiques à long terme : 40 ans après l'holocauste, l'antisémitisme est redevenu un propos de salon. C'est dans cette mesure que le climat politique de l'avenir a été marqué par ces élections.

Enfin, le dernier point décisif est historique, il s'agit du rôle et de la fonction que l'Autriche a joués dans le troisième Reich et la Seconde Guerre mondiale.

Lorsque Hitler envahit l'Autriche en mars 1938, des centaines de milliers d'Autrichiens l'accueillirent avec des drapeaux à croix gammée dans le centre de Vienne. Il n'y eut presque pas de résistance à l'Anschluss (annexion de l'Autriche par l'Allemagne, ndlr.). Le degré de structuration des organisations nazies en Autriche était plus élevé qu'en Allemagne même. Le nombre de criminels de guerre nazis parmi les Autrichiens a été plus élevé, eu égard à la population de ce pays, que celui de l'Allemagne. Les Autrichiens n'ont ainsi pas été « moins nazis » que tous les autres peuples allemands. Néanmoins, déjà à la conférence des

Alliés de 1943 à Moscou, l'Autriche était pour ainsi dire acquittée en tant que « première victime » des crimes du régime nazi. Ce fut l'heure d'enfantement du « mensonge originel de la nation autrichienne » que tous les partis politiques d'après 1945 ont complaisamment repris. C'est pourquoi on traita légèrement tous ceux qui, comme collaborateurs ou trafiquants actifs, avaient pris part au régime nazi, sans réfléchir de quelque manière que ce soit au passé ni porter ce débat à l'ordre du jour. En ce sens, Waldheim est effectivement un « Autrichien typique » et il est perçu comme tel par une grande part des Autrichiens. Les actuelles attaques contre Waldheim, 40 ans après la guerre, sont ainsi ressenties par la plus grande partie des Autrichiens comme des attaques contre l'Autriche et tous ceux qui « y étaient » alors.

QUE FIT LA GAUCHE?

La réaction de la gauche politique à ces déchaînements réactionnaires dans la campagne de Waldheim fut discrète, pour ne pas dire angoissante.

La gauche dans la social-démocratie ne fut pas visible. Elle n'introduisit aucune inflexion originale dans les joutes électorales, c'est-à-dire qu'elle se cantonna tout comme le sommet du parti à une « présentation positive de notre propre candidat »

Le comportement électoral des vertsalternatifs fut l'expression d'une insensibilité complète vis-à-vis des développements politiques. Bien que la mobilisation des conservateurs fut manifeste, ils s'en tinrent au schéma « les sociaux-démocrates sont aussi pourris que les populistes ». Freda Meissner-Blau, la candidate vertalternatif, qui obtint quand même 5,5 % des voix, ne pouvait donner aucune consigne pour le second tour. La « Bürgerinitiative Parlament » (BIP), une liste de personnalités qui a pour but de rassembler en son sein le mouvement vert-alternatif dispersé, appela publiquement à voter blanc, et un de leurs porte-parole, Werner Vogt, caractérisa même Waldheim comme un « moindre mal ».

Cette inquiétante culture politique parmi les leaders du camp vert-alternatif ne fut dépassée que par la réaction de leurs électeurs. Ainsi des anciens électeurs de Meissner-Blau, 37 % votèrent Waldheim, 36,4 % se sont abstenus et seulement 26,6 % ont appuyé la candidature social-démocrate de Steyrer. La situation n'est différente qu'à Vienne où 50 % ont voté pour Steyrer contre 25 % de suffrages à Waldheim.

Le comportement des communistes est également grave. Fort de l'analyse, au demeurant juste, que c'est le SPO qui est en première ligne pour entreprendre aujourd'hui le démantèlement social et la militarisation du pays et qu'il est en fin de compte lui-même responsable de sa défaite, le Parti communiste autrichien (KPO) ferma les yeux sur la césure politique que représente pour l'Autriche le choix de Waldheim et laissa ses membres libres de voter blanc ou Steyrer.

Ainsi, il n'y eut que le GRM et un petit groupe d'intellectuels et d'inorganisés pour attaquer Waldheim de la manière adéquate en Autriche.

L'ÉLECTION DE WALDHEIM : UN TOURNANT

Kurt Waldheim, le diplomate souple comme une anguille, est devenu le symbole du tournant conservateur. Pour la première fois depuis vingt ans, l'OVP peut fêter un triomphe électoral. Ce parti, qui jusqu'ici n'avait jamais fait de propagande pour un programme bourgeois d'austérité générale, a résolu de s'engager dans un processus de polarisation politique. Et le SPO ne voulait ni ne pouvait accepter cette polarisation. La direction du parti social-démocrate, qui a depuis à peu près cinq ans mené un programme mesuré d'austérité, s'est fourré dans une situation qui aboutit à ce qu'il cède désormais pas à pas à la pression renforcée de la droite.

Significatif est dans ce contexte la réaction de la direction du SPO à la défaite. Un jour après les élections, Fred Sinowatz, jusque-là chancelier et président du parti, un homme du centre du parti avec une légère inclination pour les droitiers, démissionna de son poste de chef de gouvernement. Franz Vranitzky, un des porte-parole des droitiers du SPO, ancien banquier et jusque-là ministre des finances. lui succéda au poste de chancelier fédéral. Tous les postes clefs dévolus à des membres du SPO au gouvernement sont occupés par des hommes de la droite du parti. Au premier plan, Rudolf Streicher, jusqu'ici le « manager le mieux rémunéré d'Autriche », qui s'est fait un nom - mal famé - comme directeur général des entreprises publiques Ranshofen-Berndorf et Steyer, où il porta la responsabilité de licenciements massifs.

L'Autriche se trouve dans une situation de rupture politique, qui est caractérisée par la plus grave crise gouvernementale et étatique depuis 1966, date de l'écroulement de la grande coalition (1). Tout annonce et confirme un « tournant vers la droite ». Les recettes, avec lesquelles la social-démocratie s'affronte à l'OVP contre ce « tournant », sont insuffisantes, car elle veut encore prouver aux yeux de tous qu'elle peut faire une meilleure politique d'austérité que les bourgeois eux-mêmes.

Simultanément la rupture dans la scène politique et en particulier dans le SPO même offre à la gauche indépendante la possibilité d'intervenir et de mobiliser contre cette évolution à droite, ce qui est déjà d'une signification décisive dans la perspective de la période après les prochaines élections au Parlement autrichien d'avril 1987.

Robert MISIK, Vienne, 22 juin 1986.

Sur l'évolution des coalitions gouvernementales se reporter à *Inprecor* numéro 152 du 6 juin 1983.

Le mouvement syndical indépendant face à la répression

Interview de Jay Naidoo, dirigeant du COSATU

E mouvement syndical noir indépendant et principalement le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) a été une des principales cibles de la répression gouvernementale déclenchée avec l'instauration de l'état d'urgence le 12 juin dernier (cf. *Inprecor* numéro 223 du 7 juillet 1986 et numéro 224 du 21 juillet 1986).

Plusieurs enquêtes statistiques confirment que les syndicalistes emprisonnés représenteraient plus de 10 % des personnes arrêtées durant ces trois derniers mois. C'est le COSATU qui paye le plus fort tribut puisque 80 % des syndicalistes arrêtés en sont membres. Enfin, ce sont le syndicat de la métallurgie, MAWU, et celui du commerce, CCAWUSA, qui au sein du COSATU furent les plus touchés par la répression.

A l'évidence, le coup de filet répressif du régime vise à désorganiser l'activité du mouvement syndical en général, mais aussi à frapper plus particulièrement ceux qui comme les dirigeants du MAWU avaient pris une part active aux luttes et à l'auto-organisation des habitants des townships (cf. *Inprecor* numéro 224 du 21 juillet 1986).

Après une première phase de surprise et de désorganisation face à la répression, le mouvement syndical s'est rapidement ressaisi. De nombreuses luttes ont été menées pour réclamer la libération de syndicalistes détenus ou le maintien des avantages acquis dans les entreprises pour l'activité du syndicat. Des dirigeants connus ont été libérés, d'autres, qui étaient passés à la clandestinité, sont réapparus publiquement. Début juillet, le MAWU a tenu son congrès.

Les syndicats du COSATU affrontent plusieurs problèmes à la fois. D'abord, la nécessité de relancer l'activité syndicale malgré les arrestations. Ensuite, la nécessité de riposter aux patrons qui profitent de la situation pour rogner les avantages acquis par les travailleurs lors des luttes passées. De nouvelles questions d'organisation et d'intervention se posent donc aux militants du COSATU. La solidarité internationale du mouvement ouvrier peut dans ce contexte constituer une aide importante pour le mouvement syndical noir indépendant d'Afrique du Sud.

Nous reproduisons ci-après l'interview accordée le 3 juillet dernier par Jay Naidoo, secrétaire général du COSATU, au South african labour bulletin et publiée dans le numéro d'août 1986 de cette revue. Le dirigeant du COSATU y fait un premier bilan de l'impact de l'état d'urgence sur le mouvement syndical et des réactions de ce dernier. Nous reviendrons plus amplement dans un prochain numéro d'Inprecor sur la situation sud-africaine.

« SOUTH AFRICAN LABOUR BULLETIN » : — Quel a été l'effet sur le COSATU de l'état d'urgence décrété le 12 juin dernier ?

Jay NAIDOO: - Lors de cet état d'urgence, les syndicats sont devenus la cible d'attaques directes de la part de l'Etat. Des descentes ont été effectuées dans nos locaux et les employés du syndicat ont été harcelés. L'impact majeur de l'état d'urgence a été, dans un premier temps, d'interrompre nos communications et d'empêcher nos structures de fonctionner normalement. Nos réunions ont été perturbées quand elles n'ont pas été simplement interdites. Dans la région du Cap occidental, nos publications ont été interdites et, dans le Centre, nos réunions l'ont également été. Dans certaines localités on a refusé des moyens à nos délégués d'atelier. Des dizaines de dirigeants importants engagés dans des négociations difficiles ont été obligés de se cacher. Ce sont là les conséquences pratiques apparues dans un premier temps. Nous avons cherché d'autres moyens pour rétablir les contacts et refaire fonctionner nos structures.

Au cours de la deuxième semaine de l'état d'urgence, il y a eu des réunions à divers niveaux, et c'est à ce moment-là que différentes propositions d'action ont été élaborées. D'après elles, là où des délégués d'atelier étaient détenus, les syndicats locaux devaient immédiatement élire des remplaçants. Là où des perma-

nents syndicaux avaient été emprisonnés, les délégués d'atèlier devaient prendre le relais. Il fallait assurer des communications aux niveaux local, régional et national. Les délégués d'atelier devaient aussi exiger de leurs employeurs des heures de disponibilité pour s'occuper des affaires du syndicat. Il a fallu apporter un soutien moral et matériel aux familles des détenus. Nos structures, surtout les conseils de délégués d'atelier et les conseils exécutifs régionaux, se sont réunis régulièrement, malgré les tracasseries. Nous avons appelé nos permanents à rejoindre leurs bureaux, sauf ceux qui étaient les plus recherchés.

Le contact a été établi au niveau national et une décision fut prise de tenir une réunion du comité exécutif central (CEC), le 1er juillet. Une série de revendications a été préparée et a circulé pour être discutée à tous les niveaux du syndicat. Des représentants locaux ont aussi participé à la réunion du CEC. Cette réunion a abouti à un large plan d'action.

L'état d'urgence a été perçu comme une attaque contre le peuple d'Afrique du Sud et contre ses droits démocratiques. Il a également été perçu comme une attaque contre le COSATU et ses syndicats affiliés, au travers des tracasseries, des arrestations et des descentes dans nos locaux. Il s'est agi d'une attaque politique contre le mouvement ouvrier, que nous ne pouvions laisser passer sans réagir. Un programme d'action systématique a donc été formulé, afin d'obtenir la satisfaction des revendications que nous avions élaborées. Nous avons revendiqué l'arrêt de toutes vexations à l'égard des travailleurs, des délégués d'atelier et des permanents syndicaux, la libération de tous les dirigeants détenus, l'arrêt de la répression, et un pas en avant vers des solutions démocratiques aux problèmes de notre pays.

Nous avons également avancé des revendications qui relevaient spécifiquement du maintien de notre fonctionnement dans les ateliers. (Parmi ces revendications, on relève notamment celles des heures payées pour s'occuper des affaires du syndicat, du droit d'organiser des réunions syndicales dans les entreprises pendant les heures de travail, d'une garantie du maintien des emplois et des salaires des détenus. Ces revendications ont été en grande partie accordées par les principales organisations patronales. South African Labour Bulletin.)

Nous avons décidé, en plus, que si ces revendications n'étaient pas satisfaites avant le 10 juillet, le COSATU serait obligé de lancer de nouvelles actions. Cela aurait pour conséquence de mettre en danger de manière radicale tout le système de relations industrielles, mais nous croyons que ces structures, que nous avons conquises au travers de luttes dures et de négociations, dépendent de l'existence d'un équilibre dans le rapport des forces entre le Travail et le Capital. Les actions répressives qui ont été menées contre nous ont sérieusement désavantagé le syndicat dans sa participation continue à ces structures.

Le COSATU se réserve donc le droit d'enclencher des actions supplémentaires.

Après la première vague de détentions, il y a eu une réaction spontanée et des milliers de travailleurs se sont mis en grève, surtout dans le secteur du commerce de détail, mais très vite une réponse plus coordonnée aux attaques contre nous a commencé à apparaître.

Ces attaques ont suscité une colère et une amertume très grandes parmi nos adhérents. Grâce à la solidité de notre organisation et à la manière dont elle s'est développée, il existe un sentiment intense de loyauté envers notre organisation et sa direction. Nos structures sont très profondément enracinées dans les entreprises. Une forte pression provient en ce moment de la base pour qu'on réponde à l'attaque lancée contre nous.

— Quelle a été la réaction des patrons face à l'état d'urgence ?

— Evidemment, il y a des réponses différentes, mais un nombre significatif d'entre eux ont pris leurs distances par rapport à l'état d'urgence, alors que d'autres se sont prononcés en sa faveur. Aux yeux des travailleurs, pour des raisons et du fait d'expériences historiques précises, les patrons partagent la responsabilité de l'attaque lancée contre nous et, à notre sens, il n'est pas évident qu'ils aient exercé d'importantes pressions sur l'Etat pour qu'il mette fin à l'état d'urgence.

Certaines organisations patronales ont salué ouvertement l'état d'urgence en disant qu'il restaurait la stabilité économique dans le pays. Notre réponse est qu'il serait naif pour les patrons de croire que l'état d'urgence a écrasé ou pacifié le mouvement ouvrier. En fait, il a renforcé notre engagement à mettre fin au système d'exploitation économique ainsi qu'à l'apartheid.

Nous accueillons positivement l'attitude de certains employeurs, mais des déclarations se dissociant de l'état d'urgence ne résolvent pas le problème de l'offensive contre les syndicats. Les employeurs doivent adresser des revendications fondamentales au gouvernement. Certains d'entre eux nous ont accordé des facilités pour fonctionner, alors que beaucoup se servent de l'état d'urgence pour nous attaquer et regagner le terrain qu'ils avaient perdu. Nous disons que cela ne se passera pas sans que nous ne réagissions, et nous n'oublierons pas ceux qui, parmi les employeurs, se servent de la phase de répression actuelle pour nous attaquer.

- Quelle a été la réaction au plan international ?

— Le COSATU et ses syndicats affiliés ont régulièrement appelé au renforcement de la solidarité internationale. Dans le passé, nous avons dit que les actions entreprises par des travailleurs dans d'autres pays pourraient faire la différence entre la vie et la mort pour des milliers de travailleurs dans ce pays, et c'est aujourd'hui — plus que jamais auparavant — que nous

avons besoin de formes concrètes d'actions de solidarité.

Un des aspects des réactions adoptées par les gouvernements Reagan, Thatcher et Kohl, relèvent selon nous de l'hypocrisie la plus monstrueuse. Pour les travailleurs noirs d'Afrique du Sud, leurs actions ne font que démontrer leur racisme ouvert et leur volonté de préserver leurs intérêts économiques et politiques dans ce pays, et nous appelons les peuples de ces pays à montrer, par leurs actions, qu'ils se dissocient de la honte dans laquelle leurs dirigeants veulent plonger leurs nations.

Nous saluons le soutien accordé aux représentants du COSATU et du Syndicat national des mineurs (NUM), Cyril Ramaphosa et James Motlatsi, qui sont en Grande-Bretagne en ce moment, et nous appuyons pleinement leurs exigences pour qu'une pression efficace soit effectuée sur le système de l'apartheid pour que des changements fondamentaux puissent intervenir en Afrique du Sud. Nous lançons l'avertissement que d'éventuelles mesures prises à l'encontre de ces dirigeants après leur retour au pays ne feront qu'aggraver une situation déjà tendue.

— Quelle est votre réaction face à la proclamation selon laquelle des syndicalistes auraient été détenus à cause de leur engagement politique plutôt que pour leurs activités syndicales ?

— Pour répondre à la déclaration de Le Grange, ministre de la Loi et de l'ordre, suivant laquelle aucun syndicaliste n'a été emprisonné à cause de ses activités syndicales, nous croyons que l'offensive contre le mouvement ouvrier est une offensive politique et que notre réponse doit forcément être une réponse politique.

Dans la situation sud-africaine, il est impossible de séparer la lutte pour les droits des travailleurs dans les entreprises de celle, plus large, pour la liberté politique. Les dirigeants ouvriers dans les entreprises ont le droit démocratique de représenter et de diriger les travailleurs dans les townships où ils habitent.

Le fait que l'énorme majorité des habitants d'Afrique du Sud soit privée d'accès aux structures de décision politique signifie que des revendications politiques sont canalisées dans les seules voies qui lui sont ouvertes, celles des syndicats. Donc, les dirigeants et les travailleurs qui soulèvent des problèmes auxquels sont confrontées nos communautés—le logement, les loyers et les déplacements forcés—considèrent cela comme une extension légitime de leurs activités dans les entreprises.

Si l'Etat essaie d'imputer tous les problèmes de l'Afrique du Sud à des « agitateurs », alors, dans ce cas-là, tout adhérent du syndicat serait un agitateur.

— Comment l'état d'urgence actuel se compare-t-il à l'état d'urgence de l'année dernière ?

— La différence concrète est celle du niveau d'organisation du mouvement ouvrier et des organisations basées dans les communautés. Le mouvement ouvrier s'est développé au travers d'une décennie de luttes dures et combatives, et ses structures organisationnelles ont nécessairement évolué de telle manière qu'elles ont pu survivre dans un système répressif. Les



principes de base ont été ceux du contrôle ouvrier et de la démocratie ouvrière, et cela a eu pour conséquence d'enraciner très profondément le mouvement ouvrier dans les entreprises et d'assurer qu'une couche significative de dirigeants y soit apparue.

Le mot d'ordre central de notre organisation est que le syndicat doit se trouver dans les ateliers, dans les usines et non pas dans les bureaux (du syndicat, ndlr.) Cela signifie que le mouvement ouvrier en Afrique du Sud survivrait à n'importe quelle offensive lancée contre lui. Aujourd'hui, le climat politique est aussi très différent, dans la mesure où il existe un niveau très élevé de conscience et de confiance politiques.

- Un syndicat est sorti indemne de la proclamation de l'état d'urgence. Est-il significatif que ce syndicat, l'UWUSA (1), soutenu par l'Inkatha, ait ainsi été laissé indemne ?
- L'UWUSA a été créé avec la totale approbation du système de l'apartheid, et le fait qu'il ait profité de la désorganisation du mouvement ouvrier par l'Etat montre son opportunisme. Nous sommes convaincus que sa création représente une action réactionnaire prise par l'Etat en connivence avec certains employeurs.
- Quelle est la signification de l'état d'urgence, pour vous personnellement ?
- L'état d'urgence a signifié un changement radical de la manière dont on fonctionne et dont on vit. Nous sommes obligés de prendre des précautions simplement pour assurer notre survie, ne pas rester dans le même endroit, changer son aspect, se réunir dans des endroits différents. Il y a également beaucoup de tension nerveuse qui va avec cela: le fait d'être constamment conscient d'être recherché, d'arriver à des réunions qui ont nécessité un certain temps de préparation - telle que le congrès du syndicat de la métallurgie, MAWU, aujourd'hui et d'être ensuite obligé de repartir hâtivement. Ce qui est très encourageant, c'est la profondeur du soutien qui existe alors qu'on doit faire face à des attaques et qu'on est recherché, et le soutien matériel et moral que les gens sont prêts à

Propos recueillis par South African Labour Bulletin, numéro 7, août 1986.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

CHILI

La poussée des masses accentue la crise du régime militaire

Les mobilisations des 2 et 3 juillet derniers, organisées à l'appel de l'Assemblée civile, une structure d'opposition au régime de Pinochet qui rassemble l'essentiel des forces syndicales, des associations professionnelles, corporatistes etc., ont marqué le couronnement de multiples combats de secteurs sociaux très diversifiés, depuis les habitants des quartiers pauvres (poblaciones), des étudiants et enseignants jusqu'aux professions libérales et à la petite bourgeoisie. L'audience du mot d'ordre de l'Assemblée civile s'explique par sa dimension unitaire et parce que, lui-même, était le produit d'un essor des luttes.

Cette mobilisation a combiné les formes de protestations qui se développent depuis 1983 : les « protestas » et les arrêts de travail.

Le régime militaire du général Pinochet, sous-estimant la force de la mobilisation, manœuvra jusqu'au dernier moment. Quelques heures avant l'arrêt de travail, il chercha à négocier avec des représentants de la puissante corporation des camionneurs, peu soupçonnable de complaisance envers la gauche. Mais ses machinations firent long feu.

La grève déclenchée, les transports sont presque totalement paralysés ; les magasins fermés à 90%; peu de clients entrent dans les banques encore ouvertes.

Face à l'ampleur du mouvement, dès l'après-midi du 2 juillet, le gouvernement réagit. La capitale est lentement militarisée, les poblaciones de La Victoria, La Legua, Violeta Para, Davila, Sara Gajardo, Yungay sont encerclées par les militaires qui tirent sur les manifestants et procèdent à de vastes rafles. Des barricades sont dressées. A 21 heures, le 2 juillet, Santiago s'enfonce dans la nuit : des pylônes électriques viennent d'être dynamités.

La brutalité de la répression s'illustre en lettres de feu : Rodrigo Denegri, 19 ans, et Carmen Gloria Quintana, 18 ans, sont brûlés vifs par les militaires. R. Denegri décède le 6 juillet ; C. Quintana lutte contre la mort.

La vigueur de l'élan populaire dérange plus d'un scénario. Pinochet, selon sa coutume, réagit vivement. Le 11 juillet, il déclare vouloir se maintenir au pouvoir non pas jusqu'en 1989 — date à laquelle, selon la Constitution de 1980, un candidat unique, civil ou militaire doit être présenté par la junte pour un plébiscite—, mais jusqu'en 1997! Cette proclamation incommode même des généraux peu enclins pourtant à écouter les chants de sirènes de l'opposition modérée.

En effet, Pinochet ne se proclame-t-il pas déjà le seul candidat possible pour 1989? Or, les plus hauts dignitaires de l'armée — les Matthei, Stange, Canessa — veulent disposer au moins d'une carte: choisir un candidat plus apte à assurer une transition à froid vers une démocratie étroitement surveillée ou, devant cet obstacle difficile à franchir, aller directement à des élections. En conséquence, après le 11 juillet, un débat à voix basse va se dérouler dans les cercles militaires.

Le 21 juillet, Pinochet doit admettre qu'en 1989 il y aura un plébiscite « avec un candidat choisi par les forces armées ». Mais le dictateur garde un peu de réserve et contre-attaque en tentant de mettre sur pied un vaste rassemblement pour le 10 septembre. Son obstination, comme Janus, présente deux faces. D'un côté, elle paie, dans la mesure où les forces bourgeoises d'opposition divisées ne disposent pas d'une alternative concrète gouvernementale, ce qui les fragilise. De l'autre, elle aiguise toutes les contradictions. Elle risque de faire pénétrer dans les forces armées (FFAA), qui sont très homogènes, les clivages de la société civile. Or, nombreux sont les officiers désireux que l'institution militaire jouisse du statut de garant de la transition à froid et soit un peu plus insularisée par rapport aux remous politiques de ce délicat changement, afin de ne risquer aucune sanction venant du « régime démocratique ». Les initiatives d'Augusto Pinochet ne vont donc pas toujours dans le sens souhaité par ses pairs et par l'ambassade américaine.

Cette dernière s'agite. Pour Washington, la priorité des priorités reste la solidité de l'armée chilienne. John Galdvin, le général responsable de toutes les opérations US en Amérique du Sud le reconnaît explicitement début août à Santiago: « J'ai dit à Pinochet que je suis venu ici pour mieux connaître les forces armées chiliennes; ayant à l'esprit dans la conjoncture présente l'importance de bonnes relations entre nos deux pays, en particulier en ce qui concerne les liens militaires » (L'Unita, 8 août 1986). Sur cette base, l'administration Reagan s'efforça de désamorcer la bombe en cherchant une solution de rechange à Pinochet.

Conscients des risques qui s'accumulent, des secteurs de plus en plus amples de la bourgeoisie se réalignent politiquement. Le grand patronat, très attaché à la

^{1.} Le syndicat des travailleurs unis d'Afrique du Sud (UWUSA) a été lancé en mai dernier par les responsables de l'Inkatha, une organisation défendant les intérêts des affairistes Zoulous et dirigées par le chef du bantoustan du Kwazoulou, Buthélezi. L'UWUSA a été clairement constitué pour faire pièce au développement du COSATU. La grande majorité de la direction de ce nouveau « syndicat » est composée de capitalistes Zoulous ou de responsables de l'Inkatha (cf. Inprecor numéro 220 du 26 mai 1986).

stabilité, fait des ouvertures vers l'opposition. Les « classes movennes » cherchent à chapeauter la mobilisation contre Pinochet

Le démocrate-chrétien Andrès Zaldivar, même s'il présente les choses de facon un peu extrême pour les besoins de sa cause, révèle bien les vrais soucis des politiciens bourgeois : « Que se passerat-il si demain 150 000 personnes des quartiers populaires, qui aujourd'hui sont humiliées, trouvent une direction politique et descendent dans les rues de Santiago(...) Nous savons que dans certaines poblaciones il y a eu des tirs croisés entre les militaires et les civils. Celui qui ne voit pas cela est aveugle. Nous sommes au bord de la catastrophe » (ASPI, 14-27 juillet 1986).

Ce n'est donc point un hasard si le dirigeant démocrate-chrétien de l'Assemblée civile, José Luis Gonzales, a menacé les forces du Mouvement démocratique populaire (MDP) - représentées dans l'Assemblée au travers des organisations professionnelles et syndicales - de les dénoncer « au cas où elles susciteraient la violence » (International Herald Tribune, 8 juillet 1986) alors qu'elle n'est que légitime auto-défense face aux militaires et à la police.

Le Parti communiste chilien et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), réunis dans le MDP ont opéré un tournant politique après les 2 et 3

Le Parti communiste se dit prêt à accepter un gouvernement militaire sans Pinochet, qui appliquerait immédiatement les revendications incluses dans l'Accord national, pacte signé en août 1985 par les forces bourgeoises et socialdémocrates, sous la houlette de l'archevêque de Santiago, Mgr Fresno.

Le MIR, quant à lui, caresse l'idée « d'un gouvernement d'urgence » mais est contre un « pacte social » avec les forces bourgeoises. Conjointement, il appelle au « renforcement de l'armement populaire ».

Le Parti communiste chilien semble donc ouvrir la voie à une stratégie impliquant des négociations avec les forces armées, pour autant qu'elles le désirent! Cette orientation traduit-elle un retour en force de ce qui constitue sa tradition stratégique ? Ou bien mise-t-il sur le refus de Pinochet de toute alternative ? Et, dès lors, chercherait-il simplement, en faisant cette ouverture, à accroître la difficulté pour les forces bourgeoises de le marginaliser politiquement et d'endiguer à leur profit le mouvement de masse, en se présentant, dans la dernière étape, comme les artisans du retour à la démocratie ? Ces questions méritent d'être posées.

La réponse sera fournie dans les semaines à venir. Les forces du MDP montreront si elles sont prêtes ou non à subordonner l'organisation propre des masses populaires et leur mobilisation sur leurs revendications démocratiques et sociales, y compris dans le cadre de l'Assemblée civile, laquelle appelle à une nouvelle protestation le 4 septembre, aux exigences de la recherche d'un accord avec les forces armées pour un changement dans la continuité. Au moment où la révolution centro-américaine est assiégée, le dénouement du combat antidictatorial au Chili marquera de son empreinte l'avenir des peuples d'Amérique latine.

BRESIL

Troisième congrès de l'ORM-DS

Au mois de juin dernier s'est tenu le troisième congrès de l'Organisation révolutionnaire marxiste-Démocratie socialiste (ORM-DS), section brésilienne de la IVe Internationale. Ce congrès a principalement débattu de trois thèmes : la situation générale au Brésil et les tâches auxquelles doit faire face le mouvement ouvrier et populaire, l'analyse et les tâches spécifiques du mouvement syndical, la construction du parti révolutionnaire dans la phase actuelle.

L'hebdomadaire marxiste révolutionnaire Em Tempo rend compte de ce congrès, dans son édition du mois de juillet 1986, au travers d'une interview d'un membre de la direction de l'ORM-DS. Joao Machado. Celui-ci précise que les débats sur la situation présente ont tourné autour de trois axes : le bilan du processus de transition bourgeoise un an et demi après la fin de la dictature ; un effort spécifique d'évaluation de la politique économique du gouvernement Sarney et du « plan cruzado », de ses effets et des moyens de s'y opposer; enfin, la question de la combinaison de la lutte du mouvement syndical et de la participation du mouvement ouvrier aux élections pour la constituante. En novembre 1986, doivent en effet avoir lieu des élections aux parlements des Etats, au Parlement fédéral, ainsi que pour le renouvellement d'une partie des sénateurs et des gouverneurs des Etats. L'Assemblée fédérale issue de ces élections se verra confier des pouvoirs constituants pour une durée d'une année (cf. Inprecor du 17 juillet 1986).

La question d'ensemble qui se posait donc au congrès était de savoir par quels moyens parvenir à empêcher la stabilisatin de l'ordre conservateur, antipopulaire et bourgeois de la « Nova Republica » qui a succédé à la dictature.

A la question de savoir si certains points avaient fait l'objet de discussions particulières, Joao Machado répond : « Il est évident que nous ne pouvons pas avoir la prétention de tout résoudre. (...) Parmi les questions non résolues pour nous, j'en noterais principalement deux. En premier lieu, un ensemble de débats sur la stratégie de la révolution brésilienne. Le Brésil est aujourd'hui un pays capitaliste dépendant marqué par de profondes inégalités, mais avec un niveau de développement capitaliste non négligeable. Nous pouvons parler d'un pays semi-industrialisé et dépendant. Pour cela, la révolution brésilienne sera différente, par exemple, de la

révolution russe : le capitalisme, aujourd'hui, est plus développé, nous ne nous affrontons pas à un appareil d'Etat rudimentaire, il est aujourd'hui plus difficile de contrer la domination idéologique de la bourgeoisie. Le poids de mouvements comme ceux qui s'opposent à l'oppression des femmes ou des Noirs sera grand. D'un autre côté, des formes de luttes et de pouvoir, comme les soviets, l'insurrection et la grève générale, auront certainement un rôle important ici.

« La révolution brésilienne sera aussi différente de la révolution dans des pays impérialistes, qui n'ont à se confronter ni à la question de la domination impérialiste ni à l'énorme inégalité au sein de la population d'un pays comme le nôtre, ni à l'importance qu'y tient la question de la terre ou du mouvement populaire urbain. Mais elle sera aussi très différente des expériences qui nous sont les plus proches, comme celles du Nicaragua ou de Cuba. Le niveau de développement du capitalisme, de l'Etat, de la bourgeoisie ne sont pas du tout comparables. Nous avons donc toute une expérience internationale de luttes révolutionnaires qui nous aide à réfléchir, mais que nous ne pouvons pas répéter. Et cette discussion doit avoir lieu, pour nous, dans la seconde moitié des années 1980, sous une forme plus concrète que celle des débats que nous avions par exemple dans les années 1960, sur le fait de savoir si la révolution devait être socialiste ou démocratique bourgeoise. Ce débat est évidemment dépassé.

« La seconde question non résolue (...) est celle de savoir comment appliquer ici et aujourd'hui une politique de front uni-

Concernant les relations l'ORM-DS et le Parti du travail (PT), Joao Machado précise : « Nous concevons le processus de construction du PT comme un processus de développement d'une large avant-garde ouvrière et populaire et, dans le même temps, de convergence de révolutionnaires de diverses origines qui, si tout se passe bien, s'approchera d'un parti révolutionnaire.

« A l'intérieur de ce processus, notre courant devra apporter une contribution spéciale sur de nombreuses questions programmatiques décisives, indispensables pour un parti révolutionnaire. Par exemple, sur la critique du stalinisme et sur la conception de la démocratie socialiste, sur l'indépendance de classe et sur l'internationalisme. »

Machado rejette toute accusation de déloyauté envers le PT, qui est parfois



avancée par certains secteurs de la direction du PT qui ne se gênent nullement, quant à eux, pour coordonner leur offensive contre la gauche du parti. Il dénonce aussi l'idée suivant laquelle les groupes organisés au sein du PT devraient plutôt constituer des partis politiques alternatifs.

« L'idée que chaque courant devrait former son parti est une absurdité totale, affirme-t-il. Nous devons lutter contre la fragmentation de la gauche, notre objectif doit être d'unifier et non de diviser. (...) »

Pour Joao Machado, si tous les courants du PT formaient des partis différents, « il n'y aurait pas plus de clarté. Au contraire, pour les masses, il y aurait une énorme confusion, avec des divergences très difficiles à comprendre. Nous serions une gauche totalement grotesque et ridicule. »

Machado est cependant favorable à la réglementation de l'activité des différentes sensibilités au sein du PT, qui est prévue pour l'année prochaine, mais à condition que cela ne donne pas pour résultat de réduire le droit de tendance. « Une réglementation de ce type est positive et totalement nécessaire. Nous y sommes favorables et nous prétendons fonctionner en accord avec les normes qui ont été adoptées. D'un autre côté, il est évident qu'il y a des conditions pour qu'une réglementation soit acceptable : elle doit garantir de fait le droit de tendance, des droits réellement égaux pour tous, des conditions pour que chacun puisse exprimer librement, à l'intérieur du parti, ses positions. On ne peut pas vouloir, au travers d'une réglementation, abolir l'existence des courants. (...) »

MARXISME

Parution du premier Cahiers d'étude et de recherche

« La place du marxisme dans l'Histoire», voilà le titre de la nouvelle brochure de formation préparée par Ernest Mandel à partir de cours donnés à l'Institut International de Recherche et de Formation (IIRF), école marxiste située à Amsterdam. Lénine parlait des « trois sources et des trois parties constitutives du marxisme », à savoir la philosophie allemande, l'économie politique anglaise et le socialisme français. Mandel précise l'apport de chacune de ces disciplines et y ajoute d'autres sources : l'historiographie sociologique française, l'expérience des organisations révolutionnaires d'extrême gauche et du mouvement syndical. La brochure comporte une réflexion intéressante sur les motivations de l'engagement de Marx et d'Engels ainsi qu'une explication concernant la diffusion inégale de leurs œuvres de par le monde.

Au moment où de nombreux « repentis » proclament le marxisme incapable d'expliquer les nouveaux phénomènes de ce dernier quart du 20e siècle, l'auteur rappelle que le marxisme s'est nourri dès son origine des avancées des sciences sociales et des mouvements d'émancipation de son époque. Ecartant à la fois la sclérose dogmatique et les révisions impressionnistes, Mandel propose une démarche qui permet un balancement dialectique entre l'innovation et la vérification des acquis.

Cet ouvrage servira certainement de référence dans de nombreux programmes de formation marxiste. Cependant par sa qualité et l'actualité de son sujet, il mérite une large diffusion auprès de tous ceux qui s'intéressent au marxisme et à une approche scientifique de la lutte des classes.

La brochure est le numéro 1 des Cahiers d'Etude et de Recherche / Notebooks for Study and Research publiés sous la direction de l'IIRF. Ces Cahiers fourniront un matériel de formation comportant des transcriptions de cours donnés à l'école d'Amsterdam, des études sur un thème ou un pays, et des dossiers et débats. Publiés en français et en anglais, ils s'appuient sur l'expérience internationale de l'équipe des formateurs et stagiaires.

Les prochains numéros traiteront notamment de la révolution chinoise de 1949, de la fondation de la IVe Internationale, des origines historiques de l'oppression des femmes et de la stalinisation de l'Union soviétique.

On peut s'abonner aux quatre premiers numéros en français en envoyant 180 francs français par chèque, libellé à l'ordre de Pierre Rousset, à CER/NSR, 2, rue Richard Lenoir, 93108 Montreuil, France. L'exemplaire de la revue peut être commandé à la même adresse pour 20 francs.

NTERNATIONS LES PAYS UN SSEZ-7 GUS LE

Le numéro 21 de *Quatrième Internationale*, daté de septembre 1986, vient de paraître. Ce numéro de 112 pages se vend au prix de 30 FF. Au sommaire:

Une lettre de Democrazia Proletaria à la LCR italienne ;

Déclaration pour les élections de mai 1985 :

Pourquoi la LCR n'entre pas dans Democrazia Proletaria ;

DP: organisation militante et cadre institutionnel, Elettra Deiana;

Le congrès de la LCR et DP; Bilan de l'extrême gauche au Québec, François Moreau;

Etat espagnol : contradictions du courant pro-soviétique, *Miguel Romero* ;

La crise de l'OLP : un bilan, Documents ;

La guerre civile au Sud-Yémen, Salah Jaber ;

Le nationalisme révolutionnaire ukrainien en Union soviétique, *Arthur Wilkins*;

Notes de lecture : Les mouvements nègres en France ; Echec ou réussite : Victor Serge et Régis Debray ; La France du Front populaire.

Pour toute commande ou abonnement :

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de PEC,à adresser à *Quatrième Internationale*, 2, rue Richard Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à PEC, BNP, Agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 2301 79/90.

Virements postaux à PEC, compte chèque postal numéro 232242 T Paris.

Tarif des abonnements : 1 an, quatre numéros :

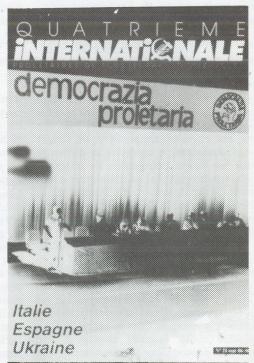
France: ab. ordinaire: 100 FF; ab. de soutien: 200 FF.

Europe: ab. ordinaire: 100 FF;

ab. de soutien : 200 FF. Afrique du Nord et Moyen-Orient

(par avion) ab. ordinaire: 170 FF; ab. de soutien: 250 FF.

Afrique, Amériques, Asie : (par avion) ab. ordinaire : 170 FF; ab. de soutien : 250 FF.



(suite de la page 24)

d'industrie, sans oublier ce que signifia aussi, en nombre de militants, le mouvement pour la syndicalisation des travailleurs des universités.

C'est dans ce contexte que se déroula le premier congrès national du GCI en décembre 1974. La création du Syndicat unique des électriciens (SUTERM) et de sa tendance démocratique dirigée par Rafael Galvan, et du Front national d'action populaire (FNAP), tentative la plus sérieuse de donner corps au niveau national au mécontentement ouvrier, paysan et populaire, furent d'une grande importance pour la construction du parti. En plus, du fait que de nouveaux camarades rejoignirent nos rangs, ces luttes servirent de test de maturation politique pour le gros de nos membres.

En cette même période de 1976, dirigés par nos militants et à travers le Front paysan indépendant (FCI), aujourd'hui FCIR, des milliers de paysans de l'Etat de Sonora réussirent avec succès ce qui reste jusqu'à ce jour la plus grande occupation de terre des trente dernières années. En conséquence de cette lutte, le gouvernement fédéral, alors présidé par Luis Echeverria, s'est vu contraint d'exproprier les latifundistes sur des dizaines de milliers d'hectares et de remettre ces terres aux paysans (1).

De nouveaux combattants, des militants révolutionnaires, rejoignirent alors nos rangs, enrichissant ainsi l'expérience, la maturité et la capacité politique de notre organisation à diriger des conflits

de grande envergure.

Ce sont des luttes comme celles des travailleurs démocratiques du pétrole, des médecins de l'Anamere et de la Unmisse, et des enseignants de la SNTE qui, entre beaucoup d'autres, ont permis la fondation, en septembre 1976, de l'actuel PRT, par la fusion de la Ligue communiste internationaliste et de la Ligue socialiste, deux organisations jusqu'alors sections sympathisantes de la IVe Internationale.

... ET DE L'INTERNATIONALISME

Durant tout ce processus, qui s'étend de 1968 à 1976, les relations, l'identification politique, la collaboration et l'appui de la IVe Internationale sont allées en s'accentuant, en se développant et en se consolidant, avec l'idée que la lutte contre l'exploitation, la faim et la misère, et pour le socialisme est une lutte universelle qui doit se développer à l'échelle mondiale, bien que dans chaque pays ou région elle se mène sous des formes très particulières.

Pour cela, le PRT est apparu dès sa fondation comme la section mexicaine de la IVe Internationale, connaissant, s'appropriant, assimilant et intégrant les luttes des peuples vietnamien, cubain, soviétique, bolivien, argentin, allemand et du

monde entier.

La lutte pour la liberté des prisonniers politiques tout d'abord, qui s'est conclue par une première loi d'amnistie, et ensuite celle pour la réapparition en vie des disparus, donnèrent lieu à la naissance de ce qui sont aujourd'hui le Front national contre la répression (FNCR) et le Comité des parents de prisonniers, persécutés, exilés et disparus politiques.

Depuis l'origine de ces organismes à Monterrey, le PRT en fut partie prenante. Il fut un élément actif dans ces luttes, ce qui lui a permis de montrer son intransigeance face aux politiques du gouvernement et de ses alliés.

C'est ainsi que s'explique le fait qu'aujourd'hui, la camarade Rosario Ibarra de Piedra, principale dirigeante du FNCR et du Comité des parents, soit membre de la fraction parlementaire du PRT.

Le lien permanent avec les principales luttes sociales et politiques dans le pays nous a permis de revendiquer fermement et sérieusement le droit à l'enregistrement légal comme parti, puis de l'obtenir grâce à l'important succès remporté par notre candidate à l'élection présidentielle de juillet 1982, qui a contraint le gouvernement à reconnaître notre existence légale comme parti national (2).

Au cours de tout ce chemin, plusieurs camarades ont perdu la vie. Notons parmi eux Alfonso Peralta Reyes, membres du comité central et du bureau politique (aujourd'hui comité politique) du PRT et de la direction du Syndicat des travailleurs de l'université nationale autonome de Mexico (STUNAM). Son assassinat a représenté un coup très dur, aussi bien pour le PRT que pour le STUNAM, qui préparait alors sa première grève importante (3).

En 1982, l'éclatement de la plus grave crise économique qu'a connu le pays jusqu'à ce jour a amené le gouvernement à commencer à appliquer son plan d'austérité contré les travailleurs de la campagne et de la ville, par des licenciements, la diminution du salaire réel et, en général, la réduction du niveau de vie.

Depuis lors, le PRT a toujours participé aux luttes contre l'austérité et ses effets anti-ouvriers. Le PRT a participé aux luttes des travailleurs des secteurs des mines et de la métallurgie des entreprises de Monclova, Truchas, Dina-Renault, Volkswagen, Nissan, Ford, à celles des travailleurs du secteur pétrolier à Veracruz, Mexico, Guanajuate, à celles des travailleurs des télécommunications pour la défense de leurs conditions de travail et de la démocratie syndicale, à celles des enseignants du SNTE regroupés dans la Coordination des travailleurs de l'éducation (CNTE). Il participe à des sections syndicales et des délégations démocratiques.

LE PRT, UNE ORGANISATION UTILE

Le PRT a aussi été actif dans les combats pour le droit au logement, pour l'amélioration des services publics et l'organisation autonome des travailleurs dans leurs quartiers. Nous avons réalisé un important travail dans le Mouvement urbain populaire (CONAMUP) et nous disposons d'un poids prépondérant dans le mouvement associatif des populations urbaines de régions comme Baja California et Sonora.

A la campagne, la lutte pour la terre a constitué un important défi pour le PRT. L'activité du parti dans le secteur paysan a vu une première phase se conclure avec succès par la création et le développement de la Coordination nationale plan de Ayala (CNPA). Cet engagement du PRT dans les luttes des travailleurs, des ouvriers, des paysans, des femmes, des habitants des quartiers populaires, des homosexuels, des Indiens, etc., a permis de faire du PRT un véritable parti des travailleurs, un instrument utile pour leurs luttes, malgré ses importantes faiblesses organisationnelles.

C'est ce qui nous a permis de nous trouver, en octobre 1983, avec d'autres militants et d'autres organisations, à la tête de la première grève civique nationale, qui représenta un premier effort de centralisation du mécontentement populaire, à travers des initiatives concrètes et d'ampleur nationale (4).

Voilà pourquoi le PRT représente aujourd'hui un élément fondamental des luttes contre les licenciements et le chômage, les bas salaires et les mesures antidémocratiques et pour la défense des syndicats et des contrats collectifs, de l'organisation autonome des habitants des quartiers populaires. Le PRT fait partie de l'avant-garde ouvrière et populaire qui s'est forgée dans les luttes. Il participe à la résistance contre l'austérité et contre le gouvernement. C'est également la raison pour laquelle notre parti est aujourd'hui le point de référence de l'unité de la gauche en général, et de l'unité des révolutionnaires en particulier. Il a contracté d'importants engagements internationaux vis-à-vis des processus révolutionnaires en cours, et nos relations avec d'autres révolutionnaires sont aujourd'hui meilleures, plus étroites et plus consistantes qu'aupa-

Le PRT représente également, par sa fraction parlementaire, l'unique option révolutionnaire existant à la Chambre des députés.

Chaque ouvrier, paysan, femme, habitant des bidonvilles, jeune, qui est disposé à lutter contre l'austérité, pour un pays pour les travailleurs, pour la création d'un gouvernement ouvrier et paysan, et avec un parti démocratique, mais en même temps centralisé pour agir comme un seul homme, a sa place dans le PRT. (...)

Simon CASTILLEJOS BEDWELL, Bandera Socialista, 4 août 1986.

^{1.} Sur l'intervention paysanne actuelle du PRT, se reporter à *Inprecor* numéro 196 du 13 mai 1985.

^{2.} Sur les étapes de la bataille démocratique menée par le PRT pour arracher sa légalisation, se reporter à *Inprecor* numéro 138 du 6 décembre 1982.

^{3.} Le 5 septembre 1986, parmi les manifestations commémoratives du dixième anniversaire du PRT est prévu un acte de commémoration à la mémoire d'Alfonso Peralta, assassiné en 1977.

^{4.} Cf. Inprecor numéro 161 du 21 novembre 1983.

Dix ans d'histoire du PRT

E Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVe Internationale, va prochainement fêter son dixième anniversaire. En cette occasion, le PRT lance une grande campagne d'adhésions visant au recrutement de 500 nouveaux membres. Cette campagne est ponctuée par une série d'initiatives publiques et sera couronnée par un grand meeting populaire le 13 septembre prochain. Le coup d'envoi de ces journées commémoratives, qui comprendront des tables rondes, un festival de musique, des expositions, a été donné le 20 août — date du 46e anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky — par une table ronde sur le thème « Le trotskysme et

le PRT ». Le 22 août, plusieurs représentants de la gauche mexicaine ont débattu de leurs rapports. Le 27, la fraction parlementaire du PRT devait présenter un rapport public sur ses activités. Le 11 septembre, c'est la dette extérieure qui sera au programme de la discussion, tandis que le 12 du même mois, Ernest Mandel interviendra sur le thème « Le marxisme et la crise ». Cette campagne donne régulièrement lieu à la publication d'articles sur les objectifs et l'histoire du PRT, dans son organe, Bandera Socialista.

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'un de ces articles paru dans le numéro du 4 août dernier.

Simon CASTILLEJOS BEDWELL

L'antécédent le plus lointain du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT). section mexicaine de la IVe Internationale, remonte au grand mouvement étudiant et populaire qui, en 1968, secoua le gouvernement du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et le système de domination politique mexicain. De ce mouvement surgit le premier noyau de camarades qui se regroupèrent dans le Mouvement communiste internationaliste (MCI). dirigé entre autres par José Revueltas. Vint ensuite le Groupe communiste internationaliste (GCI), qui apparut quand le MCI fut dissout par la répression et l'incarcération de ses principaux dirigeants, dont Revueltas, lequel envoya depuis sa prison de Lecumberri, en 1969, son salut au 9e congrès mondial de la IVe Internationale.

Dès son origine, le PRT a eu un caractère internationaliste. D'une part, parce que les événements de 1968 au Mexique furent l'expression nationale de la rébellion mondiale de la jeunesse, et de l'autre parce que, bien que le PRT soit issu du milieu étudiant, il a toujours eu comme référence politique et idéologique la perspective de la construction d'un parti des travailleurs, révolutionnaire, socialiste, démocratique, prenant comme base programmatique les postulats de la IVe Internationale.

SOUS LE SIGNE DES LUTTES ...

Cela permit au noyau de militants du MCI et du GCI, malgré leur très petit nombre — pas plus de 30 camarades — de passer cette grande épreuve de 1968, d'en tirer les conclusions, de lui donner une

continuité, d'être partie prenante de ce mouvement et de ses instances de direction, comme le Conseil national de grève (CNH), sans perdre de vue la perspective de la révolution socialiste.

La présence, la croissance, la consolidation et l'extension nationale de notre courant à ses débuts furent le produit des luttes étudiantes de 1971 dans les Etats de Nuevo Leon, de Chihuahua, d'Oaxaca, de Sonora, de Mexico et d'autres encore.

La révolte syndicale antibureaucratique de 1974 a permis nos premières expériences dans le textile, l'automobile, le transport et d'autres secteurs. A partir de ces mouvements pour la démocratie et l'indépendance syndicale dans les entreprises Dina, Nissan, General Electric, Spicer, Volkswagen, Textiles Morelos, Rivetex et dans d'autres usines et syndicats, se formèrent nos premiers militants ouvriers

(suite à la page 23)

